



BELGIQUE-BELGIE
P.P.
7180 SENEFFE 1
6/1480

PÉRIODIQUE TRIMESTRIEL

Hors-les-Murs & Communautés en Marche

Bureau de dépôt : 7180 SENEFFE 1

N° d'agrément : P 302362

éditeur responsable : Pierre Collet

chemin Barbette 3, 1404 BORNIVAL

3e trimestre – septembre 2026

REVUE COMMUNE DU RÉSEAU PAVÉS N° 88

Équipe de rédaction : Pierre Collet, Jean-Marie Culot,

Sylvie Kempgens, Philippe Liesse, Joseph Pirson

info@paves-reseau.be



POUR UN AUTRE VISAGE D'ÉGLISE ET DE SOCIÉTÉ



Communautés en marche

Parce que nous espérons et parce que le souffle de Dieu est vivant dans notre histoire, face à tant de choses qui nous écrasent et dans lesquelles nous sentons notre impuissance, nous nous rassemblons pour signifier que des solidarités sont possibles dans et par notre foi en Jésus-Christ. Nos communautés sont des lieux d'Église qui explorent des parcours nouveaux. Elles tissent des liens entre elles. Elles sont ouvertes à toute personne en recherche.

Au plan international, notre coordination participe au Collectif Européen des Communautés de Base : voir

www.ccbeurope.org/fr/

Contacts (contacts locaux + coordination + comité de rédaction)

Marc BOUNITON, Charleroi - 0477 29 41 40 - marc.bouniton@gmail.com

Pierre & Marie-Astrid COLLET, Nivelles - 067 210 285 pierrecollet@hotmail.com

Jacqueline DE CAT, Nivelles - 067 84 43 80 - jacquihansen.dc@gmail.com

Brigitte DERONNE, Tournai - 0497 549 379 - deronne.brigitte07@gmail.com

Alain FOHAL, Bruxelles - 02 410 38 20 - alainfohal@skynet.be

Monique HENRARD, Charleroi - 0469 61 30 61 - monique.henrard@laposte.net

Gerda HILGERS, Bruxelles - 0476 60 34 34 - gerdaetpierre@proximus.be

Michel JEHAES, Ransart - 071 35 79 66 - michel.jehaes@gmail.com

Sylvie KEMPGENS, Bruxelles - 02 735 04 58 - sylvie.kempgens@telenet.be

Carmela LICCIARDI, Liège - 04 226 50 72 - carmelalicciardi@hotmail.com

Marie-José MEESSEN, Barvaux/Cz - 083 690 699 - meesmjos8@gmail.com

Étienne MAYENCE, La Louvière - 0473 112 653 etiennemayence@skynet.be

Yvonne MIGNOT, Bruxelles - 02 672 72 92 - yvonnemignot@gmail.com

Jean PEETERS, Bruxelles - 0479 68 60 20 - peeters.jean@hotmail.fr

Colette REMACLE, Liège - 0477 31 49 48 - colette.remacle61@gmail.com

Marie-Christine SNOY, Bruxelles - 02 343 71 26 - mcterlsnoy@gmail.com

On peut accéder aux anciens numéros de la revue sur notre site, ainsi qu'à des textes de célébrations et aux hommages à quelques personnes plus marquantes qui nous ont quittés : <https://sites.google.com/view/ccbwalloniebruxelles>

C'est aussi le lieu pour échanger des nouvelles des communautés, ainsi que sur notre page Facebook : www.facebook.com/groups/482488615940969

Ce bulletin est publié par le réseau PAVÉS en partenariat avec l'association Hors-les-Murs qui gère les fichiers et assure les envois. L'abonnement annuel de 15 € ou plus, à votre convenance, est à payer dorénavant au compte de **Hors-les-Murs : BE20 0882 8180 0856 – Code BIC : GKCCBEBB**

Liminaire

Dans la première partie de notre bulletin qui est assumée par des membres du réseau PAVÉS, les sujets abordés concernent des questions assez générales choisies parce qu'elles nous préoccupent particulièrement. Nous avons estimé qu'il fallait une fois de plus éclairer, et si possible croiser et même conjuguer l'insistance très répandue sur nos identités d'une part et le phénomène des migrations qui suscite tant de malentendus et d'oppositions d'autre part. Les replis identitaires sont en effet de plus en plus marquants dans nos sociétés et le rôle des religions y est sans doute pour quelque chose. Une saine interprétation du christianisme devrait pourtant lui éviter de se fourvoyer dans cette direction. Nous présentons sur ce sujet trois livres récents qui nous ont interpellés et qui appellent avec insistance à revenir à une fidélité plus radicale à nos origines, jusqu'à Jésus de Nazareth lui-même. Quant au débat sur les migrations, nous lui consacrons deux articles particulièrement fouillés et tenons à exprimer nos regrets et notre inquiétude face au nouveau '*Pacte Européen*' sur le sujet.

D'autres questions d'actualité nous ont poussés à demander la collaboration de deux amis, l'un à propos de l'encyclique du pape Léon sur l'Intelligence Artificielle et l'autre à propos des difficultés à mettre en œuvre une formation commune de nos jeunes à la philosophie, à la citoyenneté et au discernement convictionnel, le fameux cours CPC. Quant à notre objectif 'de base' fixé au moment de la création du réseau dans la foulée de 'l'affaire Gaillot', et qui visait à conscientiser et à militer pour 'réformer notre Église', il trouve ici son expression dans deux thèmes qui nous questionnent particulièrement, celui du blocage concernant l'égalité 'sacramentelle' entre femmes et hommes, et celui du refus de la diversité au profit d'une unité devenue presque idéologique.

La deuxième partie continue de nous informer sur la vie des communautés de base, sur leurs engagements bien concrets, sur les lectures qui nourrissent leurs réflexions, sur le témoignage plus personnel de certains de leurs membres. Quant à la troisième, on y trouvera cette fois une présentation d'un remarquable travail historique qui vient de paraître concernant le célibat des prêtres, une question tout autant bloquée que toujours aussi lancinante.

Mais c'est aussi de **l'avenir de la revue** que nous devons commencer à vous informer. Il y a 22 ans que nous avons lancé cette aventure d'une publication commune à plusieurs groupes du réseau. Certains ont disparu, une majorité des personnes engagées nous ont quittés et les problèmes de santé liés à leur âge sont en train d'en rattraper quelques autres. Une relève plus jeune n'étant pas à l'ordre du jour, nous relançons un appel à des collaborateurs qui partageraient

nos idées et notre désir de changement : nous nous préparons donc à mieux nous coordonner dans une sorte de *'comité d'élaboration'* qui regrouperait les actuels comités de rédaction. Un appel que nous voulons lancer largement, adressé à chacune et à chacun d'entre vous, dépassant les *'frontières'* habituelles des groupes constitués... Nous nous sommes réunis à Bruxelles le 6 juin dernier pour lancer ce processus de réforme et nous nous donnons quelques mois pour mettre en place une nouvelle structure, qui consisterait surtout à passer le flambeau, tant rédactionnel qu'administratif, à la coordination des communautés de base. C'est du réalisme, pas du tout du défaitisme : nous comptons bien poursuivre ce partage qui nous aide à vivre, vous comme nous.

Ce sera aussi l'occasion d'un autre changement significatif : après avoir illustré nos articles avec talent et pertinence depuis plus de 20 ans, leur procurant même souvent un supplément de sens, Benoît Windal ne poursuivra pas l'aventure avec nous. Nous tenons à lui exprimer ici nos remerciements chaleureux.

Chers lecteurs, chères lectrices, chers abonnés. Beaucoup d'entre vous nous disent souvent leur satisfaction à recevoir ce bulletin, leur besoin de ce genre de publication. Nous espérons que les évolutions envisagées n'entameront pas votre enthousiasme à nous lire...

Pierre COLLET et Sylvie KEMPGENS

ÉDITORIAL

Alerte au feu !

Le monde. Partout, c'est le feu ! En France, en Espagne, en Italie, en Grèce, en Belgique, au Canada, en Australie, aux USA, une liste qui n'a rien d'exhaustif, mais aussi à Gaza, en Ukraine... aux quatre coins du monde, c'est la désolation.

Les flammes et autres engins de destruction détruisent tout sur leur passage. Ils engendrent l'évacuation de plusieurs milliers de personnes.

Les Landes ont été particulièrement touchées : le feu a détruit plusieurs hectares dans le bassin d'Arcachon, dans la presqu'île du Cap-Ferret et dans plusieurs communes de l'ouest bordelais. Environ 220 000 personnes ont été évacuées en Gironde, par précaution. Dans de telles situations où les flammes sont le seul point de vue, attendre en espérant que le feu n'atteigne pas la maison peut rendre le départ impossible. La fumée trouble toute vision, des arbres peuvent obstruer la route, les embouteillages entravent la circulation et la progression des véhicules de pompiers. Des campings, des entreprises agricoles et forestières ont été détruits. Et la chaleur ainsi que la fumée et les cendres

peuvent endommager les réseaux électriques et toute possibilité de retour à une vie normale.

La forêt qui a brûlé ne retrouve pas du jour au lendemain son visage de milieu naturel. Le retour à une certaine sécurité quant à la reconstitution du sol et aux arbres déstabilisés, peut prendre plusieurs années !

En Espagne, plus de 600 pompiers et 26 moyens aériens sont entrés en action pour lutter contre l'incendie qui s'est déclaré en Andalousie.

En Australie, les pompiers ont pu maîtriser l'incendie qui a réduit à presque rien l'une des deux raffineries du pays, raffinerie qui fournit 10% du carburant au pays. Cet incendie serait dû à un incident technique.

Au Canada, les autorités de la Colombie-Britannique ont donné l'ordre d'évacuation de milliers d'habitants de zones agricoles, pour leur sécurité, suite à l'expansion du feu de 9500 hectares de forêt. Tout le Canada est en feu, de l'Ontario au Québec. 1500 pompiers luttent contre le feu qui aurait ravagé 4 millions d'hectares de forêts depuis janvier 2026.

Aux USA, c'est le Nord-Ouest qui brûle. Les incendies ont réduit à néant certains quartiers de la ville de Spokane. 65 000 personnes ont dû évacuer la ville.

En Belgique, c'est la région des Hautes Fagnes qui est ravagée par les flammes. Les pompiers sont à pied d'œuvre ! 2700 hectares ont été ravagés par le feu. Les évacuations sont à l'ordre du jour.

La cause de ces destructions ? Le changement climatique, l'imprudence, l'acte délibéré du pyromane ?

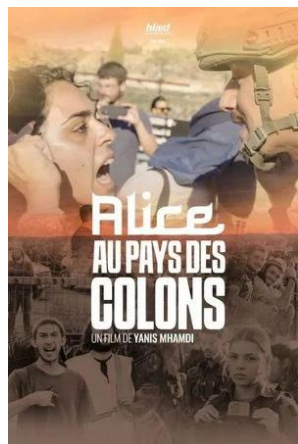
Et à Gaza, et au Liban ? Les destructions sont ciblées et voulues. Elles ont transformé la terre en enfer.

Indescriptible ! Il n'y a pas d'autre mot pour dire la destruction de l'humain. À propos de destruction, nous ne pouvons que nous référer à ce qu'en dit Edgar Morin : *En tout être humain coexistent deux logiciels, inséparables : le premier est l'égoïsme. Il se justifie parce que nous devons nous nourrir, nous défendre. Le second apparaît dès la naissance, il est le besoin d'être bercé, consolé, aimé, et d'aimer. Nous nous construisons dans l'équilibre de ce "je" et de ce "nous", or notre civilisation hypertrophie le "je" au détriment du "nous". Le nous se réveille lorsque surgit un désastre, un attentat, une pandémie {...}. Mais il se rendort aussitôt après. L'enjeu de notre civilisation est de ressusciter le nous, pas seulement parce que nous faisons partie d'un collectif, mais parce qu'on se réalise mieux soi-même dans la relation avec autrui, qu'elle soit fraternelle ou aimante. Personne ne peut s'accomplir dans l'égoïsme fermé, si dominant aujourd'hui.* (Edgar MORIN, *Frères d'âme*, L'aube, 2021)

Philippe LIESSE

De Gaza à Naplouse et au-delà : les indices de nettoyage ethnique en Palestine...

Dans la ligne des propos déjà relayés dans notre bulletin¹, il est urgent de rappeler que les violences subies par les Palestiniens ne se limitent pas à la bande de Gaza. Elles s'étendent à toute la Cisjordanie et au Sud Liban ; elles montrent aujourd'hui de manière très claire une volonté politique de nettoyage ethnique de la part du gouvernement Netanyahu, en particulier des ministres d'extrême droite Orit Stroom (Colonies et Missions Nationales), Itamar Ben Gvir (Sécurité Nationale) et Bezalel Smotrich (Finances)



Le film récent, *Alice au pays des colons*, montre, sans masque, comme l'exprime la fiche indicatrice « la réalité quotidienne vécue par des civils arabes, leur combat non violent constant relayé et appuyé par des femmes et de hommes de religion juive : une jeunesse témoin de la colonisation, porte un regard acéré sur le pays qui l'a vu naître »².

De manière plus précise, toujours en référence à la présentation, « le documentaire relate le combat d'Alice Kisiya, 30 ans, chrétienne palestinienne de citoyenneté israélienne, pour récupérer sa terre. En dépit de décisions de justice favorables, les colons refusent de partir du terrain où ses parents avaient jadis construit une maison et un restaurant, depuis détruits. L'armée israélienne, malgré une illégalité manifeste, ne trouve rien à y redire ». Alice a d'abord cru à la protection de la police avant de devoir opter pour un ensemble de manifestations directes sur l'espace occupé illégalement

En parallèle, le film montre la situation d'Alaa, 27 ans, un Palestinien n'ayant, pour sa part, même pas le droit à la lutte : son village est cerné par

¹ Voir le *Communiqué du Réseau Européen* dans notre bulletin de juin : <https://en-re.eu/index.php/latest-news?view=article&id=1003:communiqu&catid=155>

² Yanis MHAMDI, *Alice au pays des colons*, France, Blast Productions, 2025. Premier film produit par le média indépendant Blast, « immersif, dur, permettant de mieux comprendre comment une jeunesse témoin de la colonisation porte un regard extrêmement critique sur le pays qui l'a vu naître, et qui résiste »,

les militaires, ses déplacements régis par les checkpoints, et sa vie sans cesse menacée par les attaques de colons. « *Alice au pays des colons* ne prétend pas à la supposée neutralité confortable de ceux qui observent de loin. Le frère de Alaa a été arrêté et torturé par la police israélienne pendant quatre jours... ! Le documentaire donne à voir une réalité brute, crue, injuste et violente. La fiche indicatrice l'énonce ici sans ambages : « Si leurs mots semblent « radicaux » pour certains, la réalité qu'ils cherchent à décrire et à dénoncer l'est beaucoup plus ».

La vision du film a provoqué chez nous la colère face aux dénis de justice, tout en nous laissant dans une impression d'impuissance face au silence constant de l'Union Européenne. Nous avons été impressionnés à la fois par l'affichage par les colons israéliens de leur « supériorité », mais aussi par la participation de citoyennes et citoyens, de confession juive, aux manifestations non violentes menées afin de réclamer justice et de contrer l'action coloniale.

Nous avons noté la prise de position courageuse d'un député communiste de la Knesset, Ofer Cassif. Une autre réaction est celle d'Evelyn qui a changé d'attitude après son service militaire, quand elle a constaté la situation d'une Palestinienne de son âge : « J'étais la personne la plus sioniste – tu ne peux même pas imaginer. Puis j'ai réalisé ce qu'il se passait vraiment ».

Ces propos m'ont rappelé qu'en juin 1967 j'avais 17 ans, je terminais ma dernière année du secondaire ; j'estimais alors que la guerre des Six Jours méritait d'être gagnée par Israël pour garantir les droits à une terre qui lui appartenait (« Une terre sans peuple pour un peuple sans terre » comme le proclamait Golda Meir). Il m'a fallu quelques années, notamment les récits de la part de pèlerins rentrant de Terre Sainte, en particulier de Georges Widad, prêtre namurois, professeur à l'Ecole Normale de l'Etat à Couvin : sensibilisé lors de séjours en Israël-Palestine, il nous a donné la possibilité de rencontrer Bichara et Naïm Khader, palestiniens chrétiens. Ceux-ci nous ont aidés à reconnaître la réalité souvent niée à l'époque et encore minimisée aujourd'hui d'un peuple dépossédé de sa terre.

Après d'autres films et témoignages, nous pensons que la réaction des membres de la société civile est nécessaire, dans les pressions sur le monde politique et économique, notamment afin que le blocage des produits des colonies devienne effectif, comme c'était le cas dans la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud, dans les années 1980 ! C'est dans ce souci de vérité que j'ai rédigé cet article et que nous continuerons à nous battre avec d'autres pour faire germer plus de justice !

Jos. PIRSON

Horizontalité versus verticalité ? Ni confusion ni séparation entre engagement humain et attitude de foi

En guise d'invitation à la prochaine journée de la 'Théologie par les pieds'¹, la sixième déjà, qui bénéficiera cette année de la contribution de Jean-Pol Gallez, Joseph Pirson nous propose une réflexion sur la nécessaire articulation entre foi et engagement. (P.C.)



Souvent dans les milieux de notre Église nous observons la ligne de fracture à propos des relations entre engagement social et confession de foi : des responsables officiels des structures ecclésiales reprochent aux animatrices et animateurs d'*Action Vivre Ensemble/Entraide et Fraternité* et de *Justice et Paix* de pratiquer une théologie qui néglige la verticalité, qui opérerait une réduction entre la lutte contre les injustices et l'engagement chrétien.

De manière un peu schématique, le titre que j'ai choisi reflète sans doute de manière trop rapide une affirmation en relation à l'affirmation du Concile de Chalcédoine (451) selon laquelle le Christ possède deux natures (divine et humaine) « sans confusion ni changement, ni division ni séparation ». Ce qui est exprimé ici est une tension comme dans la plupart des énoncés officiels, même si le terme de dogme est connoté de manière particulièrement négative dans notre modernité. Dans ses prolongements anthropologiques et éthiques, l'énoncé chalcédonien (en riposte à la théorie monophysite) invite à respecter à la fois l'autonomie : des engagements humains, le caractère inaliénable de la foi et l'identité dialogale de nos propres engagements.

¹ <https://latheologieparlespieds.be/>

La dynamique évangélique invite à reconnaître le lien profond et inaliénable entre l'amour de Dieu et l'amour du prochain, notamment en rappelant des textes comme Mathieu 25,40, dans lequel les gestes que nous posons vis-à-vis des plus vulnérables en tant que sœurs ou frères nous les posons vis-à-vis de Jésus lui-même. Cette dynamique est présente tout au fil des textes néo-testamentaires, mais nous la retrouvons également dans le Premier Testament, en particulier dans les textes prophétiques, dans les Psaumes (p.ex. le Psaume 15,5) et la Littérature de Sagesse (Proverbes, Livre de Ben Sirac...).

Dans le Nouveau Testament, l'insistance est mise sur la réalité des actes posés par rapport aux discours, sur la crédibilité liée à une profondeur d'engagements vécus en gratuité, à travers des réflexions énoncées aussi bien dans la théologie johannique que paulinienne, certes avec des accentuations différentes.

La séparation n'apparaît dès lors pas entre « croyants » et « incroyants », mais entre celles et ceux qui font le choix de cette gratuité et celles et ceux qui ne commettent certes pas des actes de destruction, d'assujettissement, mais vivent dans l'indifférence complète vis-à-vis des autres

Cette tension dans les engagements en altérité se vit également dans la différence entre relations courtes et relations longues, pour reprendre les propos d'un de mes maîtres, Paul Ricoeur, relayés notamment par Olivier Abel (étudiant de Paul Ricoeur qui a été son directeur ainsi que d'Emmanuel Lévinas). Ici encore nous ne pouvons réduire les postures politiques (collectives) à une somme de relations individuelles

Il me paraît également important d'affirmer, en tant que chrétien.ne.s, que nous ne sommes pas propriétaires de la dynamique évangélique, et que l'approfondissement doit être mené plus au niveau de la qualité des actes posés, du réel esprit de Fraternité et de reconnaissance d'une dynamique de vie et de gratuité, contre les différentes formes de Mal, d'écrasement. La verticalité est déjà présente dans l'horizontalité, dans une posture humble que nous avons entendue au monastère bénédictin d'Abou Gosh en Israël-Palestine en mars 2023, quand le Frère Olivier parlait du sens de leur présence bénédictine comme « présence humble hospitalière et fraternelle » par rapport à des personnes et groupes de toutes confessions...

Cette dynamique d'ouverture et de gratuité a été rappelée hier encore à Maredsous par le Père Abbé François, et par le Père Ignace, Prieur, lors de l'Eucharistie de ce dimanche.

Jos. PIRSON

Le cours de religion, un enjeu sociétal plus que convictionnel

Dernièrement, j'entendais un chrétien se plaindre de la désaffection des églises, des sacrements, et en fin de compte de la foi chrétienne. Il s'agissait là pour lui d'un problème majeur entraînant notre société à sa perte. Je m'entends lui répondre que ce qui menace la survie d'une humanité réconciliée avec sa propre diversité et avec le monde est d'un niveau bien plus grave et plus inquiétant que le discrédit d'un modèle qui pendant quelques siècles a plus ou moins assuré une stabilité à l'Occident. Comment ranger au second plan le retour des idéologies de la droite extrême, le déni devant les bouleversements climatiques et l'effondrement de la biodiversité, la puissance dévastatrice du Marché dérégularisé, la banalisation du recours à la guerre, la tyrannie du consumérisme, le mépris pour le faible... ? C'est peut-être là que réside toute la force de l'Évangile et de la tradition biblique qui n'a de cesse de relever l'humilié et de se dresser contre toutes les puissances d'oppression, un Évangile de grâce offert à tout humain !

La question fondamentale que nous pose l'actualité du débat sur l'avenir des cours philosophiques est celle-ci : les cours de religion tels qu'ils sont actuellement organisés, sont-ils à même de contribuer à cette nécessaire conscientisation des jeunes à la prise en main de leur avenir commun tel que le prévoit le *Décret Mission* de juillet 2007 ? Leur spécificité ne serait-elle pas de mobiliser, en appui et fondement des compétences techno-scientifiques et culturelles dispensées dans les autres cours, la part la plus subtile de leur humanité qui réside dans leur capacité d'aimer et être aimé, à pouvoir s'émerveiller et accéder à une joie, bref à imprimer un sens à leur vie et habiter le monde ? Cette part subtile a longtemps été considérée comme la chasse gardée des religions instituées. N'est-elle pas au contraire un enjeu fondamentalement sociétal ?

Durant mes nombreuses années d'enseignement de la religion catholique dans l'enseignement officiel, puis dans le cadre de mes missions d'inspection, j'ai rencontré de nombreuses situations où des enseignants dispensaient un cours pertinent, pleinement en phase avec le questionnement de leurs élèves, appuyé solidement sur des fondements théologiques et philosophiques et ouvert à la pluralité des convictions. Mais à côté de ces expériences magnifiques coexistent tant de situations fragiles, voire inappropriées tant par carence d'ancrage

pédagogique ou théologique que par manque de loyauté à l'égard de la société qui nous finance en vertu d'un contrat pourtant explicite.

La situation actuelle depuis le décret de juin 2015

À la suite d'une plainte de quelques parents, le Conseil d'Etat a reconnu que le cours de morale ne peut plus prétendre à la neutralité et a dès lors permis aux élèves qui le réclament d'être dispensés de devoir choisir entre un cours de religion¹ ou de morale. Ce fut l'occasion d'activer une réforme attendue depuis des décennies par une frange des acteurs de l'enseignement désireux d'introduire dans le programme d'études une formation spécifique – et par ailleurs très pertinente ! – à la philosophie et à la citoyenneté. Depuis l'entrée en fonction du décret en septembre 2016, on peut dire en résumé que les écoles des réseaux officiels organisés et subventionnés ne dispensent plus qu'une heure de religion ou morale par semaine, la seconde heure étant attribuée à un Cours de Philosophie et Citoyenneté (CPC) obligatoire, tandis que les écoles du réseau libre catholique ont obtenu de pouvoir continuer à offrir deux heures de religion catholique par semaine, à charge pour eux de répartir au sein des différents cours un programme spécifique d'Éducation à la Philosophie et à la Citoyenneté (EPC). Depuis dix ans, malgré de régulières tentatives de réformes en vue d'étendre le CPC à deux heures par semaine, la situation, pourtant difficilement organisable par les écoles, reste inchangée. Et paradoxalement, malgré les campagnes de sensibilisation pour un basculement massif vers le CPC, le nombre d'inscriptions aux cours de religion diminue très peu² tandis que la mobilisation des tenants au maintien s'est effondrée³.

Durant ces dix années, quelques repères ont pourtant bougé

Au niveau du recrutement des professeurs, profitant d'une formation spécifique à la philosophie et la citoyenneté, une part significative des enseignants de religion - et particulièrement les plus formés en théologie - a basculé vers le CPC, réduisant de moitié le nombre de titulaires. Les perspectives de ne disposer que d'une heure de cours par classe ont accentué le désintérêt pour la fonction et la formation correspondante, vu le doublement de classes et donc d'écoles attribuées au même enseignant.

Le profil des enseignants de religion catholique a profondément évolué avec des différences qui semblent échapper à la hiérarchie catholique. Celle-ci

¹ catholique, protestante, orthodoxe, juive ou islamique

² Sauf le cours de religion islamique qui est en progression. Voir [Le Soir du 17 avril 2026](#)

³ Si en 2001, 152 000 signataires réclamaient le maintien des cours de religion, ils n'étaient plus que 6500 en 2023 !

s'adresse toujours à eux comme s'ils étaient envoyés en mission d'Église au nom de leur foi, de leur pratique et de leur fidélité au magistère, or la majorité d'entre eux ne partage plus cette relation institutionnelle.

Même s'ils prétendent le contraire et à l'opposé de la majorité des enseignants, les cultes continuent à s'inspirer d'une démarche catéchétique dans leur conception du cours. Pour s'adapter aux nouvelles pressions, ils ont cependant rédigé des référentiels intégrant philosophie, citoyenneté et dialogue interconvictionnel, et se sont attelés à publier de nouveaux programmes de cours. Le culte catholique s'est pour cela essentiellement appuyé sur le SEGEC, sans grande considération pour l'enseignement officiel.

Quant au contrat négocié par le SEGEC, les coups de sonde effectués dans les classes par le Service Général de l'Inspection révèlent que le réseau est loin d'honorer ses engagements en matière d'enseignement de la philosophie et de la citoyenneté. Bien plus, comme beaucoup d'écoles de l'enseignement primaire libre ont fait le choix de confier le cours de religion aux titulaires de classe, il s'avère que le cours de religion y est souvent réduit à peau de chagrin pour faire place à d'autres matières. Tandis que dans l'enseignement officiel, de nombreuses heures ne sont pas prestées par manque d'enseignants ou de créneaux horaires qui devraient s'adapter à une palette allant jusqu'à sept cours différents à organiser simultanément.

Enfin, alors que de nombreuses crises sociétales se voient traversées par des facteurs religieux souvent opaques, on assiste à un effondrement général de la culture religieuse, tant du côté des enseignants que parmi les élèves et leurs familles, reléguant souvent la religion à un refuge identitaire. La question est de voir dans quelle mesure la formation des professeurs en matière religieuse¹ est encore à même d'apporter des outils de discernement à leurs élèves tant sur les implications du retour d'un religieux barbare que sur les fécondités inhérentes aux intuitions spirituelles pour l'épanouissement humain et sociétal. Ce n'est pourtant qu'en 1997 que les pouvoirs publics ont commencé à s'intéresser au contenu des cours de religion et à la formation des maîtres, essentiellement animés par une peur de l'Islam...

À l'initiative d'une poignée d'inspecteurs des différents cours philosophiques, quelques propositions de réformes ont été émises qui ont généralement été très vite désavouées par les autorités de culte.²

¹ Le titre requis actuellement exige une formation de 30 crédits, soit un équivalent de 300 heures de cours pour le secondaire. Pour le primaire, la formation spécifique se limite aujourd'hui à une soixantaine d'heures effectives !

² dans [Le Soir du 18 décembre 2017](#)

Quelques perspectives

Lors d'une table ronde initiée par un collectif œcuménique de théologiens, trois intervenants sur quatre¹ ont argumenté de manière très critique dans l'optique d'un changement radical de perspectives en matière d'enseignement des religions, constatant à la fois la relative inefficacité des cours actuels à outiller les élèves à rencontrer les grands débats contemporains, et l'incompatibilité d'un cours explicitement confessionnel avec une démarche rationnelle dans l'approche des grandes questions de sens. En fonction de nombreux critères, ils ont estimé que l'outil le mieux adapté pour aborder ces matières sans provoquer de conflits de loyauté au sein des classes réside dans la démarche philosophique. Plus que dans les autres cours, on observe en effet au sein des cours de religion de nombreuses situations de « contestation des savoirs », où certains élèves appuyés par leurs parents refusent d'appliquer à leur religion les critères rationnels de discernement convenant aux autres matières. Or dans le cadre scolaire, la religion relève des sciences humaines et se doit d'être enseignée dans une optique rationnelle ouverte au pluralisme des convictions, en s'abstenant de toute prétention au monopole de la vérité.

Une proposition régulièrement mise sur la table consiste à amplifier le CPC en le complétant par ce qui était initialement prévu par le décret de 2015, à savoir l'enseignement du fait religieux et de la pluralité des convictions. C'est l'option que soutient par ailleurs la chercheuse du CRISP Caroline Sägerser, spécialiste des relations entre cultes et pouvoirs civils. Mais se pose le problème d'un manque évident de formation adéquate de nombre d'enseignants pour une telle mission et à l'obsession de voir les matières religieuses comme relevant exclusivement des différents cultes. Notre société – et donc tous nos élèves – n'aurait-elle pas besoin d'une éducation au fait religieux, et d'un accès aux compétences permettant d'aborder de manière critique différentes spiritualités ? Un tel nouveau cours devrait pouvoir organiser quelques tables rondes où des questions de sens seraient abordées par plusieurs enseignants issus de diverses familles spirituelles.

Si l'on considère que le modèle actuel ne correspond plus aux attentes de notre société, nous sommes donc devant un choix relativement restreint. Soit on accepte que les cours de religion disparaissent (ou ne soient enseignés qu'aux volontaires en dehors de la grille horaire, ce qui consiste à encourager à grands frais les irréductibles), soit on mise de manière intensive sur une formation philosophique et religieuse pluraliste des enseignants pour dispenser à tous les élèves ces outils indispensables pour construire ensemble le monde de demain.

Paul VERBEEREN

¹ Hicham Abdel Gawad, Christophe d'Aloisio et John Pitseys. Table ronde du 25 novembre 2025 du collectif "Evangelium 2033".

Les migrations et la construction de l'Europe : des replis identitaires ou d'autres dynamiques ?

En cette deuxième partie de l'année 2026, nous ne pouvons passer sous silence les décès récents de personnalités emblématiques de la pensée européenne : le philosophe et sociologue français Edgar Morin (1921-juin 2026), le philosophe allemand Jürgen Habermas (1929-mars 2026), le sociologue suisse Jean Ziegler (1934-juin 2026). Sans oublier l'entrée au Panthéon, le 23 juin dernier, de l'historien et résistant Marc Bloch et de son épouse, Simonne Vidal.

Dans le précédent numéro de la revue, j'avais indiqué mon souhait d'écriture à propos de la situation actuelle de l'Europe, mise à mal par les courants nationalistes identitaires et les guerres à l'ère de la pensée politique Trump-Poutine-Xi Jinping, sans confusion entre les trois personnages, mais sur base d'un constat d'une volonté commune d'« *imperium* à garantir, et à étendre » suite à la lecture de deux ouvrages. Le premier, *Reconstruire la pensée européenne*, a été coordonné par Dominique Bourg, professeur honoraire à l'Université de Lausanne¹. Le second, *Après l'Occident ?* coécrit par l'ancien ministre français des Affaires étrangères Hubert Védrine et l'anthropologue Maurice Godelier, invite à revisiter le concept d'Occident, ses origines, la définition qu'il donne de lui-même et la manière dont les autres le perçoivent². Je m'expliquerai à ce propos ultérieurement.

Les événements de cet été (les incidents de Ceuta, les ravages des incendies dans plusieurs pays) m'amènent en effet à préciser quelques éléments qui permettent de prendre du recul, de nourrir des engagements en dignité et en humanité, sans nous déconnecter des réalités vécues durant ces dernières semaines.

1. Les flux migratoires : l'invasion de l'Europe par des flux constants ?

Suite à la crise dans l'enclave espagnole de Ceuta, liée à l'afflux de 70 000 personnes migrantes, plusieurs gouvernements et forces politiques de droite et d'extrême-droite en Europe ont demandé un tour de vis supplémentaire à la politique migratoire européenne.

L'incident de Ceuta est un révélateur des crispations et des tensions entre gouvernements des différents États de l'Union, ainsi que des relations avec

¹ Dominique BOURG (dir.), *Reconstruire la pensée européenne*, Éd. Hermann, 2024.

² Maurice GODELIER, Hubert VEDRINE, *Après l'Occident ?* Éd. Perrin, 2026.

des États d'Afrique (Maroc, Lybie) ou aux limites Europe-Asie (Turquie) subventionnés pour contenir les migrants... Nous avons vécu une variété de psychodrame dans lequel le gouvernement de Pedro Sanchez a été la victime d'invectives et surtout de discours de vérification sévère des entrées venant d'Espagne pour atteindre d'autres pays de l'Union européenne.

En définitive la rencontre en visioconférence des responsables politiques des 27 États a mené à prendre acte que la plupart des migrants venus du Maroc vers Ceuta avaient quitté l'enclave et n'avaient jamais fui vers le Continent. Cet événement a mis en scène la duplicité des gouvernements de droite et d'extrême-droite, tel celui de Giorgia Meloni en Italie : d'un côté il attaque la politique espagnole jugée laxiste et d'un autre côté régularise un ensemble de personnes en situation illégale, afin de subvenir aux besoins des entreprises nationales...

Par ailleurs l'attitude des autorités marocaines nous rappelle que l'Union Européenne a délégué à des États-Frontières le confinement des migrants, dans des conditions peu respectueuses des droits humains, comme l'a rappelé à plusieurs reprises la spécialiste du droit des migrations, Sylvie Sarolea¹. Or l'État du Maroc comme les autres États concernés n'est pas particulièrement reconnu pour son respect des droits humains.

Les commentaires de Frontex, l'Agence Européenne des garde-frontières et des garde-côtes, démentent l'arrivée constante de groupes dans l'Union Européenne. Au premier semestre 2026, l'agence a recensé environ 49 000 tentatives de passage irrégulier aux frontières de l'Union Européenne, soit une baisse de 37 % par rapport à la même période en 2025. Dans les années 1990 déjà, Pierre Dehotte, alors directeur du Centre des Immigrés Namur-Luxembourg, décrivait, dans le cadre de la Commission Régionale Justice et Paix, les demandes d'asile en Europe comme « le faible jet de valeur à la sortie d'une casserole à pression »².

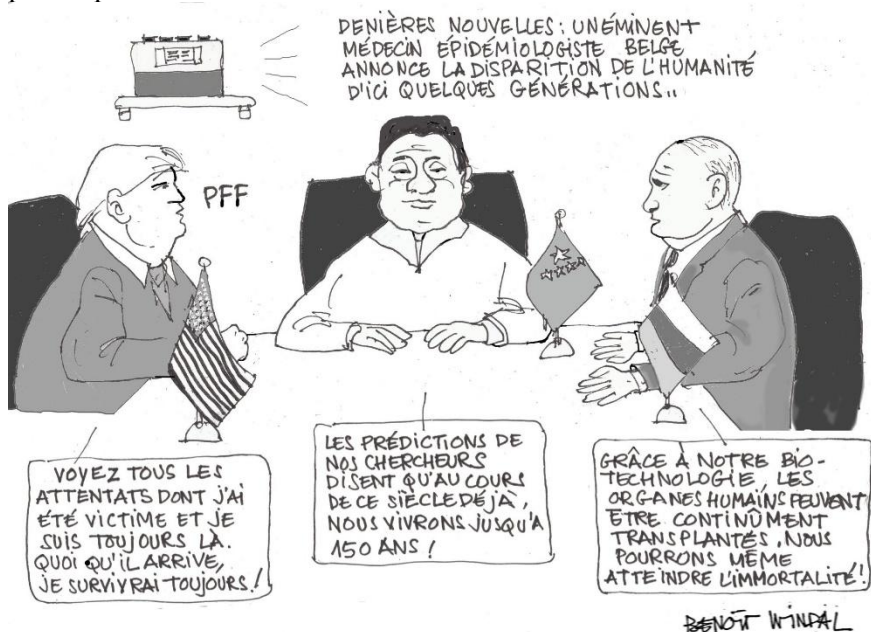
Dans un ouvrage collectif assez récent, le démographe français François Héran démonte le mythe de l'invasion de la France par des hordes étrangères

¹ Sylvie Sarolea est avocate, professeure à l'UCLouvain depuis 2005, spécialiste des droits humains et du droit des migrations. Ses recherches portent notamment sur les mobilités humaines, les migrations climatiques, la justice migratoire. En vue d'une gouvernance migratoire équitable, elle propose avec d'autres spécialistes, « des politiques agiles, réciproques et réflexives, qui intègrent l'agentivité des migrantes et des migrants ».

² Pierre François DEHOTTE, moine bénédictin du monastère de Wavreumont-Stavelot, originaire d'Arlon, est travailleur social de formation, et a été, comme prêtre du diocèse, directeur du Centre des Immigrés à partir de 1978 jusqu'en 1994.

ainsi que la représentation tout aussi mythique d'une Europe occidentale colonisée par de nouveaux arrivants¹. Il dénonce le maniement des chiffres, souvent manipulés pour construire le récit du « grand remplacement » à la manière des penseurs d'extrême-droite Renaud Camus ou Alain de Benoist : l'opposition entre « migration légale » et « migration illégale » n'est pas valide ; elle mérite d'être étudiée à l'aune de statistiques plus complètes que celle utilisées par les idéologues de l'invasion².

Rappelons ici que les migrations sont d'abord intracontinentales : le Liban accueille près d'un million et demi de réfugiés Syriens et trois cent mille à quatre cent mille Palestiniens. Ce qui permet d'établir un ratio d'un réfugié pour sept habitants !³



¹ François HERAN, *Migrations*, in Didier FASSIN (dir.) *La société qui vient*, Chapitre 3, *Migrations*, Paris, Seuil, 69-91. François Héran est sociologue et démographe, directeur de l'Institut Convergence Migrations (CNRS). Le volumineux ouvrage de 1266 pages couvre plus de 64 chapitres qui vont des enjeux globaux (dont l'immigration) à des perspectives plus récentes (l'immunité après la pandémie de 2020, les mutations du travail, l'immigration en tant que dilemme pour les progressistes, la question de la survie de l'humain dans le contexte d'une politique à l'échelle de la planète).

² François HERAN, *Migrations*, 85.

³ Chiffres communiqués par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés

Les associations et l'expertise académique permettent de corriger et d'affiner les observations sommaires. Dans ce domaine, il suffit de citer l'équipe Droits et Migrations (EDEM), fondée par Sylvie Sarolea (elle réunit 38 chercheuses et chercheurs sur trois continents : Afrique, Europe et Amérique du Nord) et le CEDEM (Centre d'Études de l'Ethnicité et des Migrations) dirigé par Marco Martiniello à l'Université de Liège. De qui, et de quoi parlons-nous ? Il est essentiel de prendre le temps d'analyser les chiffres disponibles, de recouper les informations, d'étudier les discours et leur portée, d'approfondir les impressions et les représentations, comme le réalisent les groupes d'éducation permanente, plutôt que d'énoncer des propos hasardeux...

2. Mouvements migratoires et crise climatique

Quel peut être le rapport entre mouvements migratoires et crise climatique ? Coautrice de *Reconstruire la pensée européenne*, Sophie Gosselin part de l'épisode dramatique de la tempête Alex, le 2 octobre 2020, dans la Vallée de la Roya en bordure de la frontière italienne¹. La cure inédite de la rivière a noyé des villages entiers et anéanti les ponts et les routes : « Comme le dit un des riverains : 'Un matin tu te lèves et toute une vie de labeur est anéantie. Tu deviens un migrant climatique. Les habitants de la Roya ont subi le même sort que ces migrants qui, venus d'Afrique ou du Moyen-Orient, traversent la frontière qui sépare la France de l'Italie pour trouver refuge dans la Vallée... » (p. 69).

La philosophe indique la différence entre les habitants sinistrés et les migrants : alors que les premiers sont invités à trouver un lieu d'accueil près de chez eux, les autres sont « pourchassés par la police, brutalement reconduits aux frontières d'une Europe transformée en forteresse au nom de la 'sécurité nationale'... Pour échapper aux drones et aux contrôles policiers, les migrants font alliance avec le territoire, détournent les frontières administratives et dessinent la carte d'une nouvelle géographie politique qui a pour théâtre les montagnes, les forêts et les cours d'eau : à l'échelle de la Vallée, les habitants ont mis en place un réseau d'accueil, transformant la zone-frontière en zone de rencontre et de solidarité... » (p. 70).

Les événements liés aux dérèglements climatiques ces dernières semaines, avec l'évacuation de milliers de personnes, dans la région de Bordeaux ou dans la banlieue madrilène, invitent à repenser nos relations aux espaces considérés comme zones vitales ! Sophie Gosselin invite à définir des zones qui

¹ Sophie GOSSELIN, *Pour une Europe des Versants Unis*, in *Reconstruire la pensée...*, 69-81. Sophie Gosselin enseigne la philosophie à l'Université de Tours et à l'EHESS. Son travail de recherche porte sur les conséquences philosophiques de la crise écologique.

ne se limitent pas aux frontières administratives actuelles, mais permettent de construire des « territoires migrants » qui dessinent de nouvelles formes territoriales afin de « vivre avec », et de lutter ensemble contre les effets des dérèglements climatiques qui dépassent les frontières des États¹.

3. Les dénis de réalité face à l'urgence d'agir

Il est assez surprenant de constater que ce sont les groupes écologistes qui deviennent la cible des groupements de droite et d'extrême-droite, alors qu'ils ne cessent de dénoncer depuis plus de 40 ans le manque de prévisions à long terme et de concertation à un plan plus large que celui des États, comme si les risques liés aux incendies et aux inondations s'arrêtaient aux limites des États ou des communautés régionales et linguistiques. Médecin épidémiologiste et docteur en santé publique, le ministre wallon Yves Coppieters n'hésitait pas à affirmer dans *La Libre* du 1^{er} août dernier : « La planète va continuer à exister, mais l'humanité va disparaître. Pas sur quelques législatures, mais plusieurs générations. On va droit dans le mur ». La planète Terre se montrera résiliente, mais l'humain n'y trouvera plus de place, malgré les délires de Musk, et d'autres, de créer des réserves pour une minorité qui pourrait survivre et s'adapter...

L'impasse écologique heurte de front la civilisation moderne occidentale et ses paramètres d'hyper-croissance, la confiance absolue dans des solutions techniques et la continuité de politiques menées, qui ne visent qu'à la marge, par exemple la limite des consommations. C'est le constat mené sans concessions par Dominique Bourg qui invite à adopter une « éthique écocentrée », qui hiérarchise les priorités et dépasse une vision centrée sur les droits humains purement individuels².

Les problèmes actuels apparaissent tels des épiphénomènes : les migrations climatiques ont déjà commencé et ne feront que s'intensifier. Par ailleurs, à la suite du démographe François Heran déjà cité, la politologue Lea Ypi aborde la question des migrations en montrant comment l'appartenance nationale des salariées et salariés d'un pays est le jeu de courants nationalistes dans une opposition à celles et ceux qui viennent d'ailleurs et leur prennent le travail.³

¹ Dans ce contexte, il est utile de rappeler les discours officiels après la catastrophe de Tchernobyl le 26 avril 1986, selon lesquels les nuages toxiques n'avaient atteint ni la France, ni la Belgique.

² V. Dominique BOURG, *Ecologie*, in *La société qui vient...* 354-370. Id., *Reconstruire la pensée européenne*, 11-22.

³ Lea YPI, *Un dilemme pour les progressistes : l'immigration* in Didier FASSIN, *La société qui vient*, 1102-1119.

La crise migratoire et la crise écologique apparaissent liées : dans un article publié sur le réseau numérique LinkedIn, le politologue de l'université de Johannesburg, Achille Mbembe, dénonçait, durant la semaine du 1^{er} août 2026, les exactions commises dans cette ville d'Afrique du Sud par la population locale contre des familles migrantes (principalement originaires du Zimbabwe pour près de 50 %, et du Mozambique : elles sont à la recherche d'endroits où trouver eau et moyens de survie alimentaire, non disponibles dans leurs pays...

4. Europe et démocratie : les combats nécessaires

Les discours de l'extrême-droite sont largement popularisés depuis plus de dix ans et ont gagné largement les milieux de la droite parlementaire chez nous comme ailleurs. Le dernier numéro de la Chronique de la *Ligue des Droits Humains* étudie de près cette mouvance ainsi que les mouvements de résistance nécessaires¹. Ceux-ci s'appuient sur la reconnaissance que la démocratie est un horizon et un enjeu permanent de combats à mener au nom d'une conviction partagée : l'égalité et la dignité des humains. Il ne s'agit pas là d'un propos de bisounours, mais de la condition minimale pour que nous soyons capables de nous soutenir, plutôt que de nous entre-détruire.

La démocratie est un horizon ; elle demeure l'enjeu constant de celles et ceux qui ne se résignent ni aux violences, ni à l'apparente supériorité affichée, au nom d'une prétendue pureté identitaire : aucun État, aucun courant convictionnel n'est propriétaire des droits humains ! Les Européens ne sont pas les missionnaires d'un nouvel ordre civilisationnel imposé aux autres Régions du monde dans une perspective de vassalisation, comme le rappellent avec force le diplomate Hubert Védrine et l'anthropologue Maurice Godelier².

Une tâche commune apparaît au terme du dialogue entre Védrine et Godelier : face à la surexploitation de la nature, la reconstruction de l'Europe doit s'opérer sur la base d'autres modes de production, de consommation et de vie. (p. 168). Il ne s'agit pas simplement de l'expression de vœux pieux, mais de la description de tâches qui impliquent l'enseignement (à tous ses niveaux) les institutions élues démocratiquement : à ce propos les auteurs insistent sur l'importance de consultations plus fréquentes à tous les niveaux de territoires, afin de soutenir l'effort collectif et de dépasser la méfiance actuelle d'un grand nombre de personnes vis-à-vis de la démocratie représentative³ !

¹ [*Siamo tutti antifascisti*](#), Chronique de la LDH Belgique, juin 2026.

² Hubert VEDRINE, Maurice GODELIER, *Après l'Occident*, déjà cité.

³ VEDRINE-GODELIER, p. 168-170. Cette partie de l'ouvrage aurait mérité des propos plus détaillés et programmatiques avec cahier de charges et de phases de réalisation !

L'articulation entre Europe et démocratie exige également de renourrir la pensée. Un membre de la Commission régionale *Justice et Paix* de Namur l'affirmait : « la volonté de vivre dans des espaces pacifiés où « Amour et Vérité se rencontrent, Justice et paix s'embrassent » comme le chante le Psaume 85 dans le Premier Testament, paraît un rêve déconnecté de la réalité ». Toutefois, comme le déclarait déjà Paul Ricoeur à Louvain en décembre 1970, au-delà des formulations poétiques propres aux convictions, « l'utopie est féconde » parce qu'elle invite à ne pas sombrer dans la résignation, l'indifférence ou le cynisme.

À ce propos, dans *Reconstruire la pensée européenne*, Michel Olivier et Nathalie Frogneux mettent en exergue, avec clarté et finesse, les figures de deux philosophes : le Français d'origine lituanienne Emmanuel Levinas (1905-1995), et le Tchèque Jan Patočka (1907-1977)¹. Le premier élabore une « métaphysique de la liberté, conçue comme mode d'exister. Le second propose un idéal de la vérité qui nécessite de réviser notre conception de la liberté et de la connaissance.

Dès les années 1930, Levinas réagit à la montée de l'hitlérisme. Plus tard il montrera comment la capacité d'autocritique est constitutive de la pensée européenne : « c'est parce que le colonialisme est officiellement contesté et considéré comme coupable par l'Europe elle-même qu'il est trahison et non expression de son esprit »².

Patočka propose de son côté les contours d'un « humanisme sans exclusivisme et mysticisme national » (Frogneux, 122). Il est connu d'un plus large public comme signataire avec Vaclav Havel et d'autres intellectuels tchèques, de la Charte 77 : il l'a payé de sa vie, mort d'une hémorragie cérébrale suite à un interrogatoire mené par la police du régime³. À travers et au-delà de cette fin tragique, le philosophe insiste pour l'importance de « faire la vérité », du mouvement de liberté qui peut, soit prendre les voies de l'engagement politique, soit de « l'opposition morale personnelle » (comme « lanceur d'alerte »). Par

¹ Michel OLIVIER, *L'esprit de liberté, âme de l'Europe, Quelques réflexions sur l'Europe avec Emmanuel Levinas* in *Reconstruire la pensée européenne...*, 109-120. Nathalie FROGNEUX, *Jan Patočka ou le souci perdu de l'idée d'Europe, Reconstruire...*, 121-130.

² Michel OLIVIER, 113. L'auteur fait notamment référence à l'ouvrage de E. Levinas, *Altérité et transcendance* Fata Morgana, 1995.

³ Rappelons ici qu'il s'agit du document de défense des Droits Humains contre le processus de répression orchestré par Gustav HUSAK pour la « normalisation de la société tchécoslovaque ».

rapport à l'Europe, Patocka critique sans relâche la confusion entre « liberté et volonté de puissance » ; sans proposer de solution directe, mais estime que les ressources de pensée existent et que « de la solidarité des ébranlés » peut jaillir du neuf¹. N'est-ce pas la démarche précise au cœur du travail des groupes de base et des mouvements d'éducation permanente en réseau ?

Jos. PIRSON

Le nouveau Pacte européen sur la Migration et l'Asile

Sur le site de notre [Réseau Européen Églises et Libertés](#), notre ami italien Basilio Buffoni vient de publier une [analyse critique](#) assez détaillée de ce nouveau Pacte dont voici l'introduction. On peut la trouver sur notre site belge de www.paves-reseau.be.²

« Le 12 juin 2026 est entré en vigueur le nouveau Pacte européen sur l'asile et la migration, adopté par l'Union européenne en 2024, qui instaure une réforme majeure du système européen de gestion des migrations. Les objectifs déclarés du Pacte sont d'améliorer l'efficacité des procédures d'asile et de renforcer la solidarité entre les États membres. Cependant, à l'instar de nombreuses ONG et organisations internationales, nous estimons que plusieurs de ses dispositions pourraient rendre plus difficile l'obtention du statut de réfugié pour les personnes éligibles à une protection internationale. [...] »

Basilio Buffoni y développe les principaux reproches adressés à cette nouvelle législation comme par exemple l'introduction de procédures accélérées à la frontière, l'extension de la fiction juridique de la "non-entrée" et l'élargissement des concepts de "pays tiers sûr" et de "pays d'origine sûr". Etc.

Et parmi ces mesures concrètes chez nous, « le gouvernement fédéral a déjà annoncé vouloir fermer 1000 places d'accueil à Bruxelles, ce qui mènerait à l'implantation, cet hiver, de campements en rue. »

Nous vous invitons donc à signer et à relayer cette pétition de *BelRefugees* : <https://belrefugees.fillout.com/brusselsdeal>

La Rédaction

¹ N. FROGNEUX, 128-129. v. Jan PATOCKA, *Essais hérétiques, Sur la Philosophie de l'Histoire*, E. ABRAMS, Verdier, 1990.

² D'autres sources sont disponibles pour mieux nous informer : les sites web du [CNCD](#), d'[Amnesty](#) ou encore de [Fedasil](#).

Les migrations : complexité et nuances

Une suite de migrations

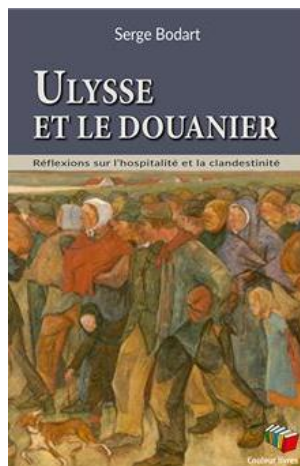
Dès le début de son ouvrage¹, paru l'an dernier, Serge Bodart place le cadre historique et géographique des migrations. « *L'histoire de l'humanité n'est qu'une suite de migrations. À l'échelle de l'Europe, nous sommes tous des descendants de migrants* ». Dès l'aube de l'humanité, les hommes se déplacent : les premières populations humaines d'Afrique, Néanderthal, Cro-Magnon, les Celtes, etc... Et aujourd'hui encore, cette problématique reste au cœur de l'actualité, clivant l'opinion publique et mettant sous pression les dirigeants politiques.

Petit rappel historique

Fin juillet 2026, « l'invasion » de Ceuta par des milliers de Marocains, a fait apparaître des lignes de fracture entre pays européens, liés par l'espace-Schengen. Le 8 décembre 2018, le gouvernement Michel tombe, suite au refus de la NVA de signer le Pacte de Marrakech, officiellement appelé « Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières », présenté par l'ONU. Le 23 juin 2016, date du référendum, la courte victoire des Brexiteurs reposait en partie sur la fausse promesse d'une migration nulle. Et le 22 septembre 1998, la mort de la Nigériane Semira Adamu, étouffée avec un cousin par deux policiers belges, lors d'une tentative d'expulsion à l'aéroport de Zaventem, provoque la démission du Ministre de l'Intérieur, Louis Tobback.

Un livre utile, nécessaire et nuancé

Ce bref rappel historique montre bien le poids que pèse la migration sur l'opinion publique et les responsables politiques, y compris en dehors des campagnes électorales. Pour mieux appréhender le fait migratoire, dans toute sa complexité, le livre de Serge Bodart, au titre énigmatique *Ulysse et le Douanier* nous sera très utile. Juriste, spécialiste du droit des étrangers, premier président du Conseil du contentieux des étrangers, juge au Conseil d'État, il a une connaissance théorique et surtout pratique du fait migratoire. Retraité



¹ *Ulysse et le Douanier. Réflexions sur l'hospitalité et la clandestinité*, par Serge BODART, aux éditions Couleurs Livres, 2025.

depuis peu, il rassemble dans cet ouvrage ses connaissances juridiques et son expérience de terrain. Abordant les aspects économiques, démographique, éthiques et bien sûr juridiques, il met de la nuance et de la complexité là où beaucoup de discours ambiants cherchent à cliver, à simplifier, à enflammer.

Comme un conte philosophique

Comme tout bon juriste, Serge Bodart est attaché à la rigueur, à l'exhaustivité, à la précision. Mais le réel souvent résiste. « *Les catégories juridiques ont le mérite de la précision, mais la réalité est souvent rétive à la précision, ou plutôt elle la nuance, la contourne, se glisse entre ses interstices et ses failles.* ». Pour rendre son exposé plus fluide et plus agréable, l'auteur va donc présenter son parcours comme un conte philosophique, façon Voltaire, avec un humour souvent caustique. Il commence par la traversée du petit village de Sainte-Vertu, dans l'Yonne, arrosé par le Serein... A l'entrée de ce village, un panneau routier annonce « *Traversée difficile* ». Et tout au long du livre, l'auteur dira sa méfiance de la vertu. « *Il y a tout lieu de se méfier des solutions trop vertueuses en apparence.* ». Et le livre se termine par l'évocation poétique et apaisée de la plage de Sainte-Asile, près de Toulon, dans le Var. De Sainte-Vertu à Sainte-Asile, l'imagination et les métaphores peuvent se donner libre cours.

Deux guides antinomiques

Pour le conduire dans ce voyage, à la fois réel et imaginaire, Serge Bodart choisit deux guides antinomiques : Ulysse et le Douanier.

Ulysse, mobile, le « *migrant magnifique* », le héros aux mille ruses, capable de surmonter les épreuves, se joue de toutes les frontières. Et, paradoxalement, il est le modèle du migrant qui finit par rentrer chez lui...

Le Douanier, sédentaire, lui, « *veille à la protection des frontières qu'Ulysse entend franchir* ». Caricaturé par Fernand Raynaud (1972), il est représenté comme stupide, borné et raciste. Et dans le film « *Rien à déclarer* » (2010), le douanier belge, sous les traits de Benoît Poelvoorde n'a rien à lui envier. Ces deux guides vont accompagner l'auteur, l'interpeller, discuter entre eux, exprimer leur vision du monde.

Des personnages complexes

Mais dans la réalité, ces deux personnages sont plus complexes qu'il n'y paraît. Ulysse, le héros positif, a aussi pratiqué la violence durant la guerre de Troie, en tuant et en pillant sans remords. Et peut-être, Ulysse, lui-même devenu douanier, « *réinstallé sur son trône à Ithaque, veillera-t-il précautionneusement à prévenir la corruption des valeurs de son peuple par l'irruption intempestive de Doriens, étrangers venus du Nord* »...

De même, le douanier ne se résume pas à des caricatures faciles. Représentant le droit, censé appliquer une règle qu'il n'a pas lui-même fixée, il doit maîtriser « *les cent manières d'ouvrir et de fermer une porte, depuis l'entrebâillement jusqu'au cadénassage* ». Le douanier n'est donc plus l'agent en uniforme « *posté à la frontière avec son chien* », mais d'abord le fonctionnaire qui, dans son bureau, décide de ce qui passe et ne passe pas, humain ou marchandise.

Un petit glossaire

A propos de migration, les mots utilisés peuvent avoir une forte charge émotionnelle ou politique. Comme cela apparaît souvent dans les débats. Aussi l'auteur consacre quelques chapitres à dresser un « *petit glossaire sans prétention d'exhaustivité* », reprenant les termes utilisés pour désigner « ceux du dehors ». Leur simple énonciation suffira ici : l'étranger, le migrant, le réfugié, l'allochtone, le colon. Les pages consacrées à ce dernier sont particulièrement fortes et éclairantes. « *Le colon est incontestablement un migrant. Il est bien une espèce invasive* ».

Deux modèles antinomiques et intenables

Le droit des étrangers peut être appliqué en référence à deux modèles : le modèle souverainiste et le modèle des frontières ouvertes.

Dans le premier modèle, l'espace national est compris « *comme une entité fermée, peuplée par une population 'nationale' qui seule jouit de plein droit du droit d'y résider* ». Le droit des étrangers, dans ce cas, est d'abord une réglementation de police. Le modèle souverainiste n'implique pas nécessairement la fermeture des frontières, mais leur ouverture ne découle que du bon vouloir du pays qui décide ou non de les ouvrir. L'exemple de l'Italie de G. Meloni est clair à cet égard. « *Ce modèle connaît un regain de forme dans le monde* ». Le retour au pouvoir de D. Trump en témoigne.

Le modèle « Frontières ouvertes » vise à la liberté totale de circulation, mais maintient la distinction entre nationaux et non nationaux, avec différence de droits. Dans ce courant de pensée, on retrouve pêle-mêle des anarchistes, opposés à toute structure étatique, le pape François, dénonçant à Lesbos (2016 et 2021) « les égoïsmes personnels et nationaux » et « un naufrage de civilisation », Angela Merkel, ouvrant, en 2015, les portes de l'Allemagne aux réfugiés syriens, mais aussi des ultra-libéraux qui, à la suite d'Adam Smith (1723-1790), y voient un moyen de faire baisser le coût de la main-d'œuvre.

La mise en pratique de ces deux modèles, apparemment simples, s'avère très compliquée dans la réalité et mène à des contradictions. Le contrôle de plus en plus strict des frontières accroît le nombre de clandestins, de plus en plus précarisés, ce qui crée des tensions dans le corps social. Et le modèle « Frontières

Ouvertes », malgré la concrétisation de l'espace-Schengen, apparaît politiquement utopique à l'échelle mondiale. Ces deux modèles, chacun à sa manière, fabriquent de la clandestinité, créent de la précarité et engendrent de la violence dont le coût est élevé : financier, social, politique, éthique et, bien sûr, humain.

Une troisième voie

Serge Bodart renvoie dos à dos ces deux modèles et propose une troisième voie. Il propose de repenser un « droit public d'hospitalité » et plaide pour une solidarité pragmatique et réfléchie. *« Ce modèle trouve sa source dans l'idée très vieille que si le prince a le droit de contrôler l'accès à son territoire, il existe 'quelque part' des valeurs supérieures qui doivent limiter l'exercice de ce droit »*. L'auteur s'appuie sur des écrits de Hugo Grotius (1583-1645) et d'Emmanuel Kant. Celui-ci, dans un petit texte daté de 1795 et intitulé « Vers la paix universelle » invoque *« le droit de la commune possession de la surface de la terre »*. Une autre figure marquante, le belge Henri La Fontaine, prix Nobel de la paix en 1913, s'inscrit aussi dans cette perspective universaliste des droits humains. En déjudiciarisant et en régulant, ce modèle établit une dialectique des droits pour ceux du dehors et d'obligations pour ceux du dedans. Il met en place des alternatives basées sur la dignité humaine plutôt que sur le repli identitaire ou sécuritaire. Il vise à réconcilier le droit des étrangers, sortis de l'angoisse du contrôle permanent, avec la réalité humaine des parcours de vie. Le droit de l'individu devient un outil d'intégration, droit qu'il faut mettre en équilibre avec les intérêts de la collectivité. Le migrant devient un sujet de droit.

Le refus de la violence et du racisme

Les pages les plus salutaires de cet ouvrage s'opposent vigoureusement à la violence, sous toutes ses formes, et au racisme, individuel ou étatique. Aucune solution viable ne peut en découler. Seule la solidarité permet d'ouvrir l'avenir. *« Il est possible de bâtir une politique de la migration solidaire, ce qui ne veut pas dire anarchique »*. Refusant les simplismes nourris de peurs et d'idéologie, Serge Bodart en appelle à *« un peu de volonté politique pour mettre en place des programmes ambitieux alliant pragmatisme et solidarité »*. L'accueil, en 1975, des réfugiés vietnamiens, cambodgiens et laotiens, appelés boat-people, comme l'accueil des Ukrainiens, fuyant l'agression russe, en 2022, ont montré que cette volonté politique est possible.

Cet ouvrage, comme l'écrit l'auteur lui-même, *« fait le pari de la nuance et de la solidarité en un temps où triomphent simplismes et brutalité »*.

Marcel CLOTUCHE

L'évangile contre l'identité chrétienne de Benoist de Sinety

Un livre d'actualité, plein de sagesse, précieux pour comprendre les heurs et malheurs du christianisme aujourd'hui. Un livre qui est bienvenu par les temps qui courent et où l'évangile est mis à toutes les sauces. Le titre : *La cause du Christ. L'évangile contre l'identité chrétienne*.¹ Son auteur, Benoist de Sinety, est bien connu. Il a célébré les funérailles de Johnny Hallyday et de Juliette Greco. Il a été vicaire général de Paris, fonction dont il a démissionné pour devenir curé à Lille.



L'auteur souligne l'évolution radicale de la place de l'Eglise dans la société, « depuis une Eglise reconnue, consultée, respectée, à une ignorance crasse de l'institution ». Mais les temps changent. Aujourd'hui, devant l'effondrement des fondations de notre société, le rapport à la foi se modifie. Des jeunes de plus en plus nombreux viennent aux portes des églises, des temples, des mosquées pour trouver un sens à un monde qui semble ne plus en avoir. Il ne s'agit pas de les accueillir, dit l'auteur, mais de les accompagner et de les aider à discerner leur chemin.

Mais devant ce retour de la question religieuse, « certains flibustiers n'hésitent pas à lancer leur filet pour séduire à leurs profits, politique, économique, idéologique ».

L'auteur fait écho de ses nombreuses rencontres avec des gens aux opinions très diverses, avec des jeunes qui se sont engagés dans les manifestations « contre le mariage pour tous » ou qui défendent avec force l'identité chrétienne. Avec beaucoup de finesse, il explique pourquoi ce retour à des règles, à l'autorité, à une certaine tradition : « Quand tout se dérobe, on se raccroche aux vieilles idoles du sang et du sol, en les repeignant aux couleurs du baptême ». Pas de jugement ni de condamnation, mais une explication à partir

¹ Benoist DE SINETY, *La cause du Christ. L'évangile contre l'identité chrétienne*, éd. Grasset, 2026, 160 pages.

de situations très concrètes et dans des expressions imagées très fortes. L'auteur nous fait comprendre ce retour à des règles dans une recherche illusoire de sécurité.

Il est par contre très sévère contre celles et ceux qui utilisent ce désarroi au profit « d'ambitions politiques les plus cyniques ». Il évoque les discours de certains clercs sur Internet qui cherchent « non pas à convertir, mais à exclure, non plus à aimer, mais à maudire ». Quelques grands de ce monde ne sont pas épargnés, Trump, évidemment, Vance, Philippe de Villiers « qui prophétise l'apocalypse islamique », Éric Zemmour « sans doute le plus célèbre de ces charlatans qui font davantage appel aux peurs qu'à l'intelligence ».

Il évoque avec finesse ces milliardaires qui ont décidé de sauver l'Eglise que les évêques, trop faibles, ne savent plus gouverner. Il ne pouvait pas éviter Vincent Boloré et Pierre-Edouard Stérin. Benoist de Siney s'étonne de ce mélange entre « christianisme et pouvoir, identité et argent, radicalité et intérêts ». Tentation qui traverse toute l'histoire du christianisme, précise-t-il.

Tout au long de ces pages d'analyse de la situation, Benoist de Siney, exprime sa propre foi de manière très stimulante. Le Christ est bien plus qu'un prophète. Il est venu rassembler tous les commandements en un seul : « *Tu aimeras le Seigneur ton Dieu et ton prochain comme toi-même.* » L'auteur invite à la cohérence : « On peut poster des indignations sur l'écologie et prendre l'avion six fois par an, défiler pour la famille et détruire la sienne dans l'indifférence quotidienne ; exiger des lois chrétiennes et vivre comme si le Christ n'existait pas. »

Je me permettrai de reproduire une dernière citation que je trouve particulièrement forte : « Ne cherchons pas le Christ dans les discours de haine ou les replis identitaires. Il n'y est pas. Il est là où l'on panse les plaies, là où on accueille l'étranger, là où l'on ose la réconciliation quand tout pousse à la guerre... Il ne nous demande pas d'être des vainqueurs, il nous demande d'être des témoins ».

Ce petit article n'a pas la prétention d'être un résumé exhaustif de ce livre très riche, stimulant, plein d'exemples concrets, de réflexions pertinentes. Le tout dans un style, on l'aura remarqué, très vif avec des expressions drôlement bien troussées. Un ouvrage précieux qui se lit comme un roman.

Etienne MAYENCE

Jésus après les dogmes¹

Et pourquoi pas ? Ouvrons par la conclusion : « *Si ce livre exprime un vœu, c'est celui-ci : que d'autres puissent traverser leurs propres crises sans croire qu'ils trahissent. Que la foi ne soit plus liée à l'obligation de suspendre l'intelligence. Que le christianisme du XXI^e siècle accepte de perdre sa puissance sacrale pour retrouver sa force spirituelle. Je n'ai pas écrit pour conclure un débat. J'ai écrit pour ouvrir un espace. Un espace où l'on puisse aimer Jésus sans mythologie, penser Dieu sans métaphysique oppressive, et croire sans renoncer à la lucidité.* » (p. 177-178).

Ce livre, plutôt court – 180 pages, mais charpenté, solidement étayé et déroulant la démonstration en une belle langue claire – est donc une invitation. À nous adressée, chrétiens du XXI^e siècle mais tout autant à nos voisins en recherche : débarrassons-nous du fatras des mythes, des élaborations du surnaturel, des dogmes devenus opaques et parfois suspects. Et retrouvons Jésus de Nazareth. Fondée sur un solide substrat exégétique et théologique², c'est bien une invitation : à quitter les basiliques et les échafaudages du surnaturel et à revenir aux feuillets des synoptiques. Non, plus d'autel, mais la table, mais la rue. Bienvenue en Galilée, à Gethsémani ... et en notre siècle.

Réjouissons-nous d'avoir un Père et oublions le Tout-Puissant impérial. Retrouvons la compagnie aimable mais exigeante du Galiléen et oublions de même le Fils de la Trinité. À l'avoir divinisé, nous nous dispenserions de l'entendre, de le suivre. Vivons aujourd'hui, relisons, éveillez, et l'Écriture et la Tradition.

Le premier chapitre présente d'emblée Jésus de Nazareth, ce que nous en savons avec suffisamment de certitude. Ce que fut le cœur de sa prédication :



¹ Michel LECONTE, *Jésus après les dogmes. Histoire, critique et liberté de croire*, éd. Karthala 2026.

² Vous apprécierez d'y retrouver, entre autres, Christian Duquoc, Edwards Schillebeeckx, Jacques Pohier, Rudolph Bultmann, Paul Tillich, Joseph Moingt, Dietrich Bonhoeffer. Et, non sans risques, Friedrich Nietzsche et Sigmund Freud.

un royaume terrestre, pour les exclus. Puis deux autres points, en débat ceux-là : non, il n'a pas voulu mourir, ne s'est pas 'sacrifié'. Et non, il n'a pas fondé de religion, c'est même la religion qui l'a éliminé. Et enfin, cette question, centrale évidemment : pourquoi Jésus a-t-il été assassiné ?

Le chapitre suivant s'attache à brosser l'image que cet homme se faisait de Dieu, d'un Dieu 'inouï'. Et n'hésite pas à esquisser une théologie de la « dé-religion du divin ».

Le troisième aborde la question de la diversité des inspirations, appréciée dans le propos : d'une religion sans dogme. Dès l'origine, cohabitèrent plusieurs interprétations du projet de Jésus, celles des trois synoptiques. Précédées de celle, radicalement différente de Paul et de sa doctrine d'un salut universel. Suivies tardivement de celle de Jean et de son appel à la doctrine, juive encore, mais volontiers adoptée par les Grecs, d'un Logos assistant de la création divine.

Le chapitre 4 rencontre la question – et elle est décisive autant que redoutable – de la résurrection : que signifie ce tombeau présenté comme vide ? Le corps de Jésus a-t-il été volé ou transfiguré ? S'agit-il d'un miracle pour cet homme exécuté puis, bientôt, d'un miracle pour nous-mêmes ? Question centrale, donc : que signifie '*Croire en la résurrection*' ?



« La résurrection ne peut plus être pensée aujourd'hui comme une simple réanimation biologique ni comme une preuve spectaculaire de la divinité du Christ. Une telle lecture, outre qu'elle entre en concurrence inutile avec les savoirs scientifiques, risque de fonctionner comme un mécanisme de défense contre l'angoisse fondamentale de la mort. [...] Le besoin d'un Père qui ne meurt pas, d'une vie qui ne finit pas, d'un lien qui ne se défait jamais, peut structurer des représentations théologiques entières. ... La foi pascalle relève-t-elle d'un tel fantasme ? »

« Je ne crois pas que Jésus soit revenu à la vie, physiquement, dans son corps de chair. Je ne peux pas, je ne veux pas suspendre ma raison... Je crois que la résurrection, c'est cela : Quand l'amour ne meurt pas avec la mort... » (p. 83).

Le chapitre suivant reprend la question, tentant de comprendre pourquoi on en est venu à diviniser Jésus, à l'associer au Père. Question radicale, fondamentale : aurions-nous trahi Jésus en le faisant Dieu ? Et préoccupante : aurions-nous effacé l'humanité de Jésus et ainsi altéré son message ?

Le chapitre 6, passablement corrosif, pointe ce que l'auteur juge comme une dérive – pas moins ! – dont nous souffrons encore, et même dont nous nous serions accommodés. Dommage considérable : *« Les dogmes : une dérive vis-à-vis des premiers témoignages de foi en Jésus »*. Le concile de Nicée en 325 est accusé, lisons-nous bien ?, d'une trahison du message évangélique ; son fonctionnement, inspiré de celui de la conduite de l'empire, va conduire à une police de la foi, bientôt à l'organisation de persécutions, à un assèchement de la diversité. Des définitions dogmatiques vont s'imposer, bientôt s'acclimater, se lisser, comme celle d'un comportement divin ahurissant, d'un Père sacrifiant son Fils ; entremêlées de mythes ancestraux comme celui d'un péché originel, ou d'un bouc émissaire, ou encore et encore.

Et ce chapitre, central dans le propos, se termine par la question – qui sans doute, mais sait-on jamais ! – restera en suspens : *« Pourquoi la divinité de Jésus est-elle toujours affirmée par les responsables des Eglises ? »*

Les deux derniers chapitres (p. 123...) quittent l'examen du passé pour préparer ce qui a tournure ... de 'réforme', et l'on songe à l'évolution spirituelle de l'auteur. Le 7^e, passablement râpeux, énumère les carences :

- une Église qui a romanisé Jésus (empruntant aux mythes romains dont la divinisation des empereurs et des grands personnages ; légitimant la pratique d'un pouvoir autoritaire et, bientôt, l'exécution des déviants), qui a domestiqué l'Évangile et l'a converti en dogmes censés 'hors-du-temps' ;
- dont la liturgie est ennuyeuse et sclérosée ; dont la morale est inhumaine ; dont la représentation des sexes est archaïque ;

- où la table fraternelle de Jésus a été confisquée par une caste sacerdotale.

Et l'ouvrage se clôt par un substantiel programme (chap. 8), une invitation fraternelle à repenser et redire notre foi :

- s'agit-il d'énoncer des dogmes sur le Fils de l'Homme ou de mettre en pratique son enseignement ?
- que signifie aujourd'hui 'suivre le Christ' ou 'porter sa croix' ?
- quelle éthique promouvoir si nous la voulons évangélique ?
- est-il possible de sortir du 'surnaturel' pour envisager 'une présence' ?

La conclusion dit les difficultés rencontrées par les croyants en notre temps, mais aussi, avec un enthousiasme raisonnable et contagieux, la grâce de connaître Jésus et de pouvoir le dire : *« non pas l'être céleste descendu du ciel, ni la victime expiatoire offerte pour satisfaire une justice transcendante », non pas un mythique Agnus qui tollit..., mais « sa liberté, son rapport inouï à Dieu, sa manière de desserrer l'étau de la culpabilité, sa façon de mettre l'humain debout. » « Marcher avec le Christ sans le posséder, sentir son cœur brûler dans l'intelligence des Ecritures, partager le pain... »* Une étape à Emmaüs.

« Ce livre n'est pas une conclusion. Il est une étape sur ce chemin. »

Jean-Marie CULOT

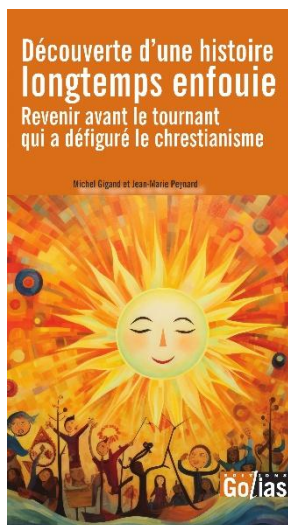
LU AVANT VOUS

Revenir au "chrestianisme" ?

Les éditions Golias ont édité début 2026, ce petit livre¹ intitulé *Découverte d'une histoire longtemps enfouie* et sous-titré *Revenir avant le tournant qui a défiguré le chrestianisme*. Nous vous proposons de le découvrir en lisant ce qui suit.

Des spécialistes, que nous citons dans le livre, qui ont travaillé sur le christianisme, ont expliqué qu'il y avait eu une rupture, un tête-à-queue, une transformation, un tournant à partir du début du deuxième siècle de notre ère. Grâce à Eusèbe de Césarée qui cite Papias, nous savons que dès la mort de Jésus, à partir de notes prises par Lévi et un certain Jean,

¹ Michel GIGAND et Jean-Marie PEYNARD, *Découverte d'une histoire longtemps enfouie. Revenir avant le tournant qui a défiguré le chrestianisme*, éditions Golias 2026, 127 pages, 13 €. On peut se procurer ce livre chez l'éditeur ou chez les auteurs : gigand@wanadoo.fr ou jean-marie.peynard@wanadoo.fr.



deux recueils des paroles de Jésus existaient. Nous savons également que sept disciples (et non des apôtres) ont fondé des assemblées nazaréennes dans le but de préserver ces recueils et de les faire connaître.

Et puis, André Sauge, docteur en grec ancien, a découvert dans l'évangile de Luc et dans les Actes des Apôtres, deux styles différents de grec : un grec classique et un grec sémitisant. À partir de ces différences de style, il a pu extraire dans l'évangile de Luc le contenu de ces recueils. Ces textes sont précieux pour savoir ce qui existait avant la fondation du christianisme. On s'aperçoit que Jésus de Nazareth n'a jamais été appelé Christ pendant la soixantaine d'années qui a suivi son assassinat.

La première partie de notre livre est déterminante : elle ne se contente pas d'apporter une nuance, elle installe un véritable déplacement de perspective. Nous nous attachons à restituer ce que nous nommons le *"chrestianisme"*. Le portrait de Jésus de Nazareth comme figure humaine singulière, l'insistance sur un enseignement tourné vers les petites gens, les dominés, les exploités, la mise en avant d'une aventure collective, et surtout l'affirmation que le *"chrestianisme"* n'est pas une religion, constituent un ensemble cohérent. Nous revenons à une expérience vécue, incarnée, sociale, loin des constructions doctrinales ultérieures. Mieux faire connaître le Nazaréen, c'est aussi enlever de nos cerveaux tout un tas d'idées fausses inculquées par la chrétienté.

Un lecteur nous a écrit : « Vous prenez le lecteur par la main, sans jamais le noyer dans un jargon inutile. Vous rendez accessibles des questions complexes, vous ménagez des étapes, vous laissez le temps à l'argument de se déployer. C'est, à mes yeux, une véritable réussite ».

Vient ensuite la partie sans doute la plus forte et la plus tranchée de notre livre, celle où nous décrivons la transformation en *"christianisme"*. Nous parlons de Jésus défiguré, d'une religion qui se construit avec ses rites et sa hiérarchie, du lien avec le pouvoir impérial, de la naissance du cléricalisme, puis de l'installation d'une longue chrétienté. Nous expliquons qu'il ne s'agit pas d'une simple évolution, mais d'un basculement, d'une reconfiguration profonde.

Enfin, nous en venons à aujourd'hui, en reliant notre analyse à une exigence contemporaine : retrouver l'enseignement du Nazaréen, faire le lien avec des

expériences comme celles des prêtres-ouvriers, interroger notre agir dans le monde moderne, et proposer une manière de vivre en "chrestiens" au XXI^e siècle. Cela donne à notre livre une portée qui dépasse largement la seule question historique.

Et nous affirmons que si le véritable message du Nazaréen et de ses premiers disciples l'avait emporté, notre monde d'aujourd'hui, en particulier en Occident, ne serait pas ce qu'il est devenu.

Cette découverte doit changer nos vieilles habitudes de chrétienté. Mais ça ne va pas se faire en un jour ! Avant tout, il nous faut revenir au "chrestianisme".

Michel GIGAND et Jean-Marie PEYNARD

*

Sollicité par les deux auteurs de ce beau petit livre, le comité de rédaction de notre revue a accepté avec plaisir de publier leur propre présentation. La mise en évidence de la distorsion entre le Jésus historique et ce qu'est devenu le "christianisme" dès le 2^e siècle sans doute a déjà fait l'objet de nombreuses analyses et nous avons rendu compte de certaines d'entre elles¹, en tout cas parmi les plus récentes. La plupart d'entre nous sont sans doute bien convaincus depuis longtemps de cette infidélité dont nous avons hérité et que les autorités de nos Églises ont tant de mal à reconnaître. C'est d'ailleurs aussi l'objet de la présentation d'un autre livre² plus clairement dédié à une critique de la dogmatisation du message chrétien que nous publions dans ce même bulletin.

Ce qui est assez nouveau ici, c'est d'une part la volonté des auteurs d'actualiser cette découverte et de la mettre en application concrètement dans leur engagement pastoral ou social. Mais c'est aussi d'autre part la référence privilégiée d'une justification de type linguistique, philologique même, ce qui n'est pas habituel même pour beaucoup de biblistes voire d'exégètes : en renvoyant aux travaux d'André Sauge³ et à sa lecture particulièrement originale, ils privilégient

¹ Parmi les plus récentes présentées dans notre revue, rappelons par exemple : les réflexions d'[E. Hoornaert, Réconcilier le Jésus du mythe et le Jésus de l'histoire ?](#) en juin 2025, [L'Église à la maison de M.-F. Baslez, par É. Mayence](#) en décembre 2022, et [Libérer les évangiles, de J.S. Spong par Ph. Liesse](#) en juin 2022.

² Michel LECONTE, *Jésus après les dogmes*, éd. Karthala 2026 : voir ci-dessus pages 26-29 la présentation par J.-M. Culot.

³ André SAUGE, *Jésus de Nazareth contre Jésus-Christ. I- La condamnation à mort ; II- La Fabrique du Nouveau Testament ; III- La Restitution de l'enseignement de Jésus de Nazareth "texte grec"*. Ed. Publibook, 2011, 2012, 2018.

une hypothèse qui n'est pas très connue et qui n'a pas encore fait l'objet de beaucoup de débats. Il nous a semblé que cette relative nouveauté méritait quelques commentaires.¹

Les lecteurs de *Golias* connaissent bien cet helléniste, depuis longtemps réputé pour ses travaux sur Homère ou encore Hérodote et Sophocle. On comprendra donc sans peine que son intérêt pour les origines du christianisme se soit surtout focalisé sur l'évangile de Luc et les Actes des Apôtres. L'intention d'André Sauge comme de tout historien étant de parvenir au plus près possible de la vie et du message de Jésus de Nazareth, on ne s'étonnera pas non plus qu'il en passe par la formulation d'une nouvelle hypothèse de travail.

Bien d'autres² que lui ont tenté de le faire depuis longtemps, emportant souvent notre adhésion, et bien que leurs présentations, pas toujours concordantes d'ailleurs, reposent également sur un certain nombre d'hypothèses bien étayées. Notre génération a ainsi été formée dans l'enseignement de ce qu'on appelait la théorie des '*deux sources*', les évangiles synoptiques ayant été composés en s'inspirant de l'évangile de Marc d'une part et d'un recueil des '*paroles de Jésus*' d'autre part, qu'on appela faute de mieux la source Q (de *Quelle* en allemand). Cette vision des choses s'est imposée depuis plus d'un siècle chez la plupart des biblistes.³

André Sauge n'accepte pas cette théorie et en propose une autre radicalement différente. Sa 'nouvelle hypothèse' s'enracine dans une lecture attentive de l'œuvre de Luc où il repère deux états différents de la langue grecque, un sabir sémitico-grec (la langue de la LXX) et le grec de la koinè

Enseignement de Jésus

(traduit de
l'arménien
par Silas)

suivi du *Mémoire
des Chrétiens*

(rédigé par Silas)

André Sauge
(traduction
du grec)



¹ Pour une présentation agréable d'André Sauge et de sa méthode d'investigation, on lira les trois entretiens qu'il a accordés à Marie-Claude Sawerschel et en accès libre sur le site de cette dernière : <https://www.foliosophy.com/articles/de-jesus-de-nazareth-a-jesus-christ-1ere-partie-la-methode>

² Citons au moins Gerd THEISSEN, *L'ombre du Galiléen*, Cerf 1988, et José Antonio PAGOLA, *Jésus : approche historique*, Cerf 2000. Et bien entendu Daniel MARGUERAT, *Vie et destin de Jésus de Nazareth*, Seuil 2019.

³ Il y aurait là matière à débattre, évidemment. Voir en particulier la traduction et le commentaire qu'en propose André MYRE, *La source des paroles de Jésus*, Ed. Novalis 2011, 298 pages. Mais l'interprétation 'limitative' qu'André Sauge applique à cette source Q est sans doute discutable...

(la langue commune de tout le monde grec au 1^{er} siècle). C'est l'attention portée à cette différence qui lui permettra d'établir une 'source différente' qu'il pense être l'enseignement originel de Jésus¹ : « *si le recueil des 'paroles de Jésus' est quelque part, étant donné la teneur que nous subodorons de ces paroles, il est là, dans le texte de la koinè de l'évangile de Luc. Nous pouvons donc faire l'hypothèse que le texte en grec de la koinè dans l'évangile attribué à Luc est une traduction, par un disciple, probablement judéen hellénophone, de deux recueils de Matthieu et de Marc, écrits en araméen.* ». En utilisant le témoignage de Papias via Eusèbe de Césarée, notre auteur suppose en effet l'existence d'un livre contenant 'les paroles du maître' composé par Marc à partir des souvenirs confiés par Simon. De même que l'existence d'un autre recueil rédigé par Matthieu, un des seuls compagnons lettrés de l'entourage de Jésus. Ces deux recueils auraient été assez rapidement traduits en grec. Hypothèse séduisante, évidemment, qui justifierait amplement



¹ Remis continuellement sur le métier, le travail d'André Sauge a débouché récemment sur la publication de ce texte dans *Enseignement de Jésus, suivi du Mémoire des Chrétiens*, éd. Golias 2024. Voir aussi *De Jésus de Nazareth à la fondation du christianisme*, éd. Golias 2025 (2^e éd.). Pour aller plus loin dans le détail des justifications, on peut se reporter à la dizaine d'articles qu'André Sauge a publiés dans la revue *Golias-Magazine*, n° 190 à 203 entre 2020 et 2022 : des analyses de textes fines et souvent interpellantes.

tout le courant de contestation actuel vis-à-vis de ce qu'est devenu le christianisme, ou mieux la 'religion chrétienne', depuis tant de siècles... D'autant que concernant la fiabilité de la source Q, l'analyse et les comparaisons que l'auteur propose paraissent bien convaincantes. Non moins que sa démonstration concernant le nombre 12 et l'identité des 'apôtres' ainsi que sa description de ce qu'avait dû être la première assemblée des disciples de Jésus.

Avouons bien entendu notre incompetence à porter quelque jugement que ce soit sur la valeur scientifique et la crédibilité des travaux d'André Sauge. À propos de sa reconstitution de l'enseignement originel du Jésus historique d'abord. Mais aussi à propos de son insistance sur une contamination assez prégnante du courant essénien et 'presbytéral' vis-à-vis duquel auraient voulu résister les 'vrais disciples du Nazaréen'. C'est là que notre auteur situerait un des moteurs de la naissance d'un christianisme à coloration nettement plus 'religieuse' que ce qu'aurait voulu Jésus et ses proches. Mais les recoupements avec pas mal de publications sur les premiers siècles du christianisme nous pousseraient volontiers à reconnaître que ces débuts ont dû présenter une grande diversité, géographique, culturelle, et rapidement idéologique, et sans doute même des oppositions et des ruptures. Cette hypothèse d'André Sauge n'y trouverait-elle pas sa place, ou une place parmi les autres ?

Quoi qu'il en soit des débats ou des polémiques que tout cela pourrait susciter, il nous a donc semblé utile de partager largement cette 'découverte'. Pour mieux éclairer encore l'intérêt de cette proposition et permettre de rêver un peu à ce qu'aurait pu être l'utopie chrétienne, les éditeurs proposent une accroche assez remarquable : cette image est sans doute la meilleure illustration



de ce que nos auteurs appellent le « tournant qui a défiguré le christianisme », où l'ombre du baluchon du pèlerin devient la croix de la mort de Jésus, et la nôtre dans la foulée...

Pierre COLLET

I.A. : pour nous dispenser de penser et de chercher la vérité ? Lire 'Magnifica Humanitas'

Au moment où beaucoup d'entre nous se tournent vers l'intelligence artificielle pour qu'elle nous donne son avis sur tout et sur rien, l'encyclique que nous offre le pape Léon XIV vient à propos. Parler d'avis qui viendrait de l'intelligence artificielle, doit nous interroger. L'analyse du pape, s'inscrivant dans la doctrine sociale de l'Église, interpelle avec beaucoup de pertinence pour mieux se situer et résister dans une transformation de la vie qui semble inéluctable. Comme le sous-titre du document le suggère, il s'agit de protéger la personne humaine alors que nous sommes entrés dans une nouvelle ère et qu'il n'est pas facile de mesurer toute l'ampleur de ce changement.

Le numérique montre la logique d'un paradigme technocratique que l'encyclique *Laudato Si* critiquait déjà. La pensée, tellement primordiale dans la vie humaine pour les choix qui orientent la vie, risque d'être déléguée à des machines qui ne donneront jamais qu'un semblant d'avis. En effet, elles sont programmées pour que leur réponse ressemble autant qu'il est possible aux types de réponses qu'elles ont reçues dans une sorte de phase d'entraînement.

C'est plus qu'un avis que le pape va ici livrer : gardons à l'esprit qu'il s'agit de protéger la personne humaine à l'ère de l'intelligence artificielle. Il y a danger, il y a un risque. Il y a plus important que de comprendre comment l'intelligence artificielle sans donner un avis au sens propre, fera *comme si*. Le point est d'avertir ceux qui, souvent sans s'en rendre compte, feront *comme si* on pouvait recevoir les réponses de l'I.A., par une confusion qui montre un changement de paradigme dans la communication, et dans la manière de faire communauté, ensemble, entre personnes.

Cette évolution risque de nous faire perdre le "sens de la vérité" qui rend possible un dialogue en profondeur. Un sens et une saveur qui se sont déjà étiolées avec l'avènement du numérique : la vérité est moins incarnée, elle résulte moins d'une attention aux vivants que nous sommes, et l'intelligence artificielle risque bien de la faire oublier, et d'endormir l'être spirituel qui respire par l'attention à ce qui est juste et vrai.

Quand une réponse de l'IA entraîne une action, il faut s'interroger sur le rapport à la réalité qui sous-tend normalement une action responsable. Le pape va ainsi scruter notamment les domaines du travail et de la vie politique. Si

ce qui oriente les choix est dans les données sur lesquelles les processus menés par la machine vont se dérouler, on peut suspecter que les critères ne viseront pas un développement humain intégral. C'est ce progrès, attentif à l'intégralité de la personne et à toutes les personnes, que vise l'enseignement de l'Église, et c'est une constante dans l'orientation du message des papes porté par les différentes encycliques avec des sujets souvent préoccupants pour le bien de la société humaine.

Souvent, on se disait qu'il s'agissait pour les responsables en Église de le répercuter. Ici, avec l'intelligence artificielle, un avertissement est donné à chaque personne, en rappelant les fondements de ce que suppose le progrès de l'être l'humain, quand on respecte toutes les facettes qui le constituent. Fondamentalement, il s'agit de prendre l'humain avec la responsabilité qui lui revient comme personne en recherche de vérité. Le mot « **vérité** » ne doit pas faire croire que seraient surtout concernés les intellectuels, les membres de comités académiques ou d'une caste d'érudits. La vérité est au sein de la communauté humaine toute entière ce qui nous permet de nous accorder, d'entrer dans des rencontres qui nous révèlent authentiquement, de faire des choix avec des responsabilités réellement partagées. Si une encyclique sur l'intelligence artificielle rappelle les critères d'une tradition de pensée chrétienne sur le progrès humain, les rappels donnés sont précieux pour la possibilité même d'un discernement auquel pourrait se substituer une pensée qui n'en serait plus une : car privée de vie et du respect qu'elle demande, mais alimentée par une logique de calcul et d'intérêts.

Un rappel de la doctrine sociale de l'Église est précieux, quand celle-ci resitue la conception de l'homme qui sous-tend le paradigme technocratique. Cette vision est étroite par rapport à la dignité inaliénable de la personne, à la recherche du bien commun, alors que la recherche d'efficacité et la logique des marchés mettent à mal la destination universelle des biens, la subsidiarité, la solidarité et la justice sociale. La valeur du travail humain, souvent défendue dans les encycliques précédentes, réapparaît aussi avec le rapport à l'œuvre de la Création par Dieu. Notre rapport à un monde dont nous prenons soin par le travail est bien différent de la place que reçoivent les individus dans des systèmes de profit où l'inégalité entre humains est flagrante, certains n'étant guère plus considérés que pour leur rentabilité et dans une tendance de marchandisation et d'exploitation, pour les données qui les concernent.

Afin de rappeler la responsabilité de chaque personne par rapport à ce qui risque de déshumaniser le genre humain, l'encyclique *Magnifica Humanitas*

réveille l'orientation vers une civilisation de l'amour. Dans une communication vraiment humaine, portée par le souci de ce qui est juste, une alliance éducative s'impose à cause des transformations qu'impose l'intelligence artificielle. Qu'on parle de magistère de l'Église universelle n'empêche pas de saisir que l'attention est demandée à toutes et à tous afin de préserver des espaces de dialogue alors que le numérique répand le mythe d'une culture accessible à tous et que des opérateurs de services imposent leurs codes. Il est dès lors précieux de suivre de près ce que l'encyclique nous permet de repérer. Si l'I.A. tente de nous faire démissionner dans notre recherche de la vérité, c'est qu'elle laisse paraître que la pensée humaine est inutile. Mais résister, c'est précisément percevoir que c'est à ce moment qu'elle est la plus nécessaire. Résister, c'est permettre la démocratie et les dialogues véritables qu'elle suppose, là où la vérité se montre comme un bien commun. Comment se situer dans un monde où la guerre est si présente ? Comment faire grandir une réelle civilisation de l'amour où la charité et la justice s'articulent ? Personne ne peut minimiser ce que son itinéraire pourra apporter pour cultiver ensemble compréhension et entente, respect et attention. Recevons cette encyclique comme un cadeau : qu'il soit possible, à l'ère de l'intelligence artificielle, de tout simplement encore espérer mieux nous écouter et nous comprendre.

Bruno ROBBERECHTS

DANS QUELLE ÉGLISE ?

Léon XIV : de l'appel à l'unité au décret d'excommunication

Après quatre années où nous nous sommes sentis portés par l'espoir d'une participation dans l'Église via le projet d'une plus grande synodalité, beaucoup d'entre nous se découvrent un peu démunis, et malgré la communication assurée par la Secrétairerie Générale du Synode, restent un peu dubitatifs concernant les prochaines 'Assemblées 2027 des Églises locales'. Quand et surtout comment l'information à ce sujet deviendra-t-elle une priorité pour nos hiérarchies ? Le temps de la 'reentrée' donnera peut-être l'occasion de nous rassurer : et saluons pourtant les quelques initiatives déjà prises.

À Rome cependant, le pape Léon ne nous rassure pas tout à fait... Les quelques signes d'ouverture tentés par le pape François paraissent remis en question : le

conflit avec l'Église d'Allemagne le montre clairement à propos de la bénédiction des unions homosexuelles, mais il y a d'autres indices aussi.

Après avoir annoncé dès son élection vouloir œuvrer à maintenir voire renforcer, voire même restaurer l'unité dans l'Église catholique, il ne s'attendait pas à l'épreuve qui l'attendait si rapidement. L'excommunication des 'Lefebvristes' était-elle la bonne décision à prendre dans ce contexte ? Nous avons estimé que les réflexions de José Arregi méritaient d'être partagées.

Disons quand même notre plaisir d'avoir vu l'attitude totalement différente de l'évêque de Liège, Jean-Pierre Delville à propos de l'ordination d'un nouveau prêtre de la Fraternité-Saint-Pie-X. [La communication de Cathobel](#) insiste sur le fait que « l'évêque de Liège ne prononce ni blâme ni excommunication. Il choisit un registre rare dans ce type de situation : celui de l'encouragement adressé à un homme qu'il considère comme un disciple de l'évangile. Là où d'autres rappelleraient d'abord la sanction canonique, l'évêque de Liège pose un acte de bénédiction. » Merci Monseigneur, merci Jean-Pierre ! (P.C.)

*

Ce que le pape Léon XIV souhaitait le plus éviter s'est pourtant produit, et très rapidement, sous son autorité : un solennel décret d'excommunication. *La Fraternité Sacerdotale Saint-Pie X*, fondée par Mgr Marcel Lefebvre en 1970 dans le but de restaurer au sein de l'Église catholique la tradition que, selon lui, le concile Vatican II avait rompue, avait été avertie : si, comme elle l'avait annoncé, l'un de ses évêques procédait à la consécration d'un nouvel évêque, le consécrateur comme le consacré seraient automatiquement excommuniés.

Mais ni la Fraternité Sacerdotale Saint-Pie X, d'orientation intégriste, ne s'est laissée intimider par cette menace, ni le Vatican n'a hésité à agir : le Saint-Siège a immédiatement publié le décret d'excommunication visant les deux évêques « consécrateurs » et les quatre nouveaux « consacrés », ainsi que tous les « fidèles laïcs » qui adhéreraient formellement au nouveau « schisme » (j'emploie ici le vocabulaire canonique en vigueur, anachronique comme toute cette affaire, une de plus). Et tout cela à peine un an après son élection.

J'ai commencé ces lignes en soulignant qu'il s'est produit précisément ce que le pape Léon voulait le plus éviter. Il a été élu et a accepté son élection précisément pour conjurer la menace schismatique des secteurs les plus traditionalistes. Rappelons sa première intervention, soigneusement pesée, rédigée et lue : nous voulons être une « Église missionnaire ouverte à tous », « construire des ponts par le dialogue », « en nous unissant tous pour former un seul peuple, toujours dans la paix ». Il a été élu et a accepté son élection

afin de faire une place aux uns comme aux autres. « Tous, tous, tous », a-t-il répété par la suite, reprenant à son compte les paroles du pape François.

Ces paroles sonnaient juste mais, dès la première épreuve, c'est à nouveau le droit canonique qui s'impose avec son autorité sans appel, traçant des frontières et dressant des postes de contrôle, fixant des credo et des canons, des conditions et des autorisations. Une seule personne, toujours un homme « choisi par Dieu », détient le dernier mot, le pouvoir suprême de fermer ou d'ouvrir, d'imposer l'excommunication ou de la lever. L'Église qui se dit catholique, c'est-à-dire universelle, s'identifie une fois encore à une forme inévitablement particulière (historique, culturelle, théologique, dogmatique, canonique), et cela au nom de l'Infini ou du Souffle sans forme ni frontières.

Nous nous trouvons donc face au fait qu'un pape profondément animé par le désir de préserver la communion se rallie très vite à la logique et aux intérêts du système, et prononce l'excommunication. Avec cette circonstance aggravante que le droit canonique – la voix du système, non celle de la communion – le dispense de toute responsabilité personnelle, puisqu'il s'agit de ce que le jargon canonique appelle une excommunication *latae sententiae*, c'est-à-dire une peine encourue automatiquement par quiconque commet un délit canonique déterminé, tel que la consécration épiscopale d'un prêtre sans autorisation pontificale. Ainsi, ce ne serait ni l'institution catholique ni le pape qui excommunient le contrevenant ; ce serait celui-ci qui, en accomplissant un « acte schismatique », s'excommunierait lui-même. Cynisme du système.

Par une ironie de l'histoire passée inaperçue, Léon XIV rejoint ainsi la liste de trois de ses prédécesseurs portant le même nom qui ont été les protagonistes des épisodes de rupture les plus significatifs de l'histoire des Églises. Le premier fut Léon le Grand, au Ve siècle, premier évêque de Rome à prétendre exercer un pouvoir de juridiction sur toutes les Églises. Il condamna les évêques qui, au concile de Chalcédoine (451), refusèrent d'accepter la formule dogmatique que lui, l'évêque Léon, avait proposée, selon laquelle Jésus-Christ est une seule personne divine (le Verbe éternel incarné) possédant deux natures complètes (divine et humaine), chacune avec ses propriétés correspondantes. Cette condamnation ne frappa pas seulement les évêques récalcitrants, mais aussi les Églises qui les soutinrent et qui demeurèrent encore aujourd'hui « hors de la communion » des Églises orthodoxes et de l'Église catholique romaine : l'Église orthodoxe copte, l'Église apostolique arménienne, l'Église orthodoxe syriaque, l'Église orthodoxe éthiopienne Tewahedo, l'Église orthodoxe érythréenne Tewahedo, l'Église syriaque orthodoxe du Malankar et l'Église nestorienne.

Il est tout à fait impensable que le schisme entre la Fraternité Sacerdotale Saint-Pie X et l'Église Catholique Romaine ait l'impact historique et la durée dans le temps des grands schismes évoqués, mais les motifs invoqués sont les mêmes et, au fond, ils se ramènent à un seul : la prétention romaine de détenir les clés du Christ et de la communion, et d'imposer sa doctrine et son autorité aux autres Églises.

En 2026, cinq siècles après Luther et Trente, alors que l'Internet de toute l'humanité et de toutes les choses progresse de manière imparable, alors que trois dictateurs politiques et quelques magnats de la technologie rivalisent pour imposer au monde leur projet dévastateur grâce au pouvoir de l'argent, des armes et des assistants d'IA, les idées de Lefebvre et de ses partisans me semblent être de véritables absurdités, mais cela ne me semble pas moins absurde qu'un pape réponde par une sentence d'excommunication, comme il y a 1500 ans, comme il y a 1000 ans et comme il y a 500 ans : je ne crois en aucune forme de communion ni d'excommunication dictée du haut d'une hiérarchie sacrée, encore moins lorsqu'il s'agit, comme c'est le cas ici, de savoir si la mémoire du prophète libérateur Jésus doit être célébrée en latin ou dans la langue de chaque peuple, dos à l'assemblée ou face à l'assemblée, selon le rituel de Trente ou celui de Vatican II.

Allons plus loin. Si la volonté de Léon XIV d'éviter cette excommunication était si claire, pourquoi l'a-t-il décrétée ? Il lui aurait suffi d'autoriser les consécration épiscopales, ou d'abroger la norme canonique pénale dans ce cas précis, ou encore de décréter que la norme ecclésiastique enfrente n'était pas « de droit divin ». Il en avait le pouvoir. Pourquoi ne l'a-t-il pas fait ? Peut-être parce qu'il pensait qu'il ne devait pas ou qu'il ne pouvait pas. Sans doute par crainte : crainte d'assouplir trop les exigences de la communion, crainte de créer des précédents dangereux, crainte de trahir sa mission et de porter atteinte à son autorité sacrée. Ce sont là les mêmes raisons ou les mêmes craintes qui font que le pape, même s'il souhaitait lever immédiatement l'excommunication prononcée – et bien qu'il ait le pouvoir de le faire –, ne le fera pas. Voilà la contradiction inhérente à tout pouvoir prétendument absolu et, plus concrètement, à la puissance pontificale absolue. Tous les papes, passés et présents, sont diaboliquement pris au piège de la contradiction du système absolu dont ils sont à la fois les garants et les victimes. Ce système clérical hiérarchique apparaît aujourd'hui plus absurde que jamais. Quelqu'un pense-t-il que, avec de telles références, l'Église puisse se présenter comme un sacrement de paix et de communion pour une humanité déchirée ?

Quelle serait donc l'alternative ? Il faudrait inventer un autre modèle de communion, au sein d'un autre modèle d'Église où tous, tous, tous auraient une

place, et pas seulement en paroles. Cette alternative ne signifierait pas laisser libre cours au caprice et au chaos. Elle signifierait renoncer entièrement au modèle pyramidal sacré imposé d'en haut, et redonner à la communauté universelle et à chaque communauté locale le pouvoir de la parole et de la décision. Cela signifierait cesser d'identifier à l'uniformité et cesser de mesurer la communion à l'aune du degré de soumission. Cela signifierait miser sur un dialogue inconditionnel et permanent. Cela signifierait ne pas ériger en absolu aucune croyance, aucun rite ni aucune norme, tout en reconnaissant la nécessité d'un cadre institutionnel commun minimal, toujours provisoire et relatif, et jamais issu d'une volonté divine incontestable révélée d'en haut, mais découlant de notre condition sociale fondamentale. Cela signifierait permettre à quiconque souhaite quitter un cadre donné de le faire sans que personne ne le condamne pour cela ni ne l'excommunie, et sans que personne ne cesse de le reconnaître comme un frère/une sœur en communion au sein d'une communauté plus large et plus ouverte. Comment une Église peut-elle être crédible lorsqu'elle prêche urbi et orbi l'Évangile de l'amour, de la tolérance et de la magnanimité, tout en se montrant incapable de l'incarner en son sein même, toujours particulier et ouvert ?

Mais tout cela n'est-il pas une pure illusion, éloignée de la réalité et de la pratique ? Cela dépend du fait qu'il nous reste encore un minimum de bon sens et une confiance élémentaire dans l'espèce humaine. Est-il illusoire de penser qu'un couple engagé dans un projet de vie commun, qu'un parti politique doté d'un programme ou que n'importe quel groupe humain uni par un engagement d'action commune, lorsque la coexistence ou l'action dans un cadre donné n'est plus possible pour de multiples raisons, puisse se séparer humainement, vivre en paix, demeurer fidèle à son engagement social et continuer à se reconnaître, à se respecter et même à s'aimer ? Existe-t-il une autre issue réaliste et possible pour la vie en société ? Et même si cela pouvait sembler chimérique, ne serait-il pas légitime d'espérer que cela soit possible entre celles et ceux qui disent respirer l'esprit de liberté et de fraternité-sororité universelle annoncé par Jésus ?

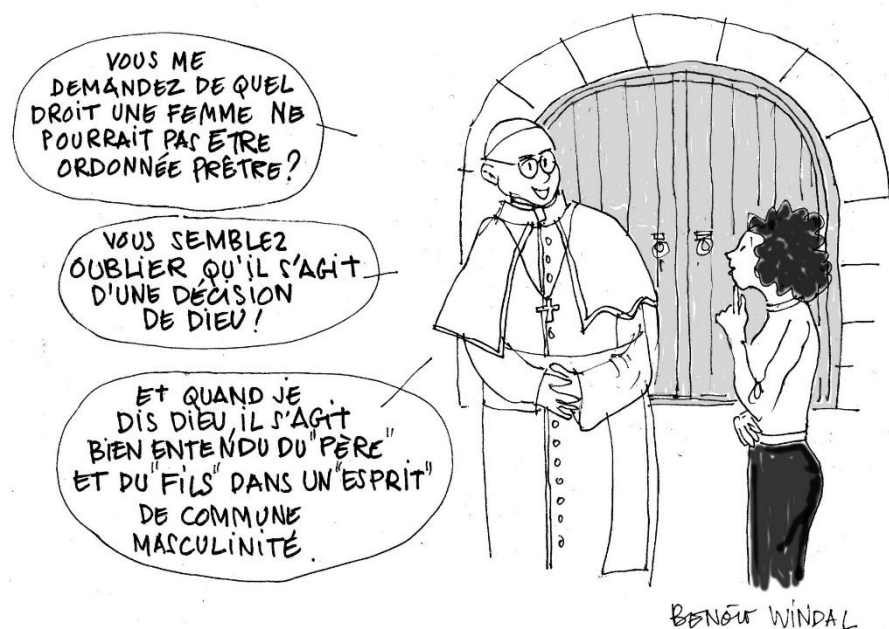
Est-il illusoire de penser que des personnes ou des groupes différents, qui ne professent pas les mêmes dogmes christologiques ou ne les comprennent pas de la même manière, qui ne sont pas soumis au même cadre juridique et doctrinal ni n'obéissent au même évêque ou au même pape, puissent néanmoins se sentir et se reconnaître en profonde communion, dans la mesure où tous sont animés par l'esprit de la liberté libératrice et de la compassion guérissante de Jésus ? Est-il illusoire d'aspirer à ce qu'un tel œcuménisme universel, libre et

pluraliste, puisse exister entre toutes les Églises qui sont ou qui seront, y compris, bien sûr, l'Église Catholique Romaine avec son pape particulier, mais aussi la Fraternité Sacerdotale Saint-Pie X et toute communauté d'hommes et de femmes chrétiens affranchie de tout cadre patriarcal, clérical et hiérarchique ? N'est-il pas illusoire de croire qu'un autre œcuménisme, réel et durable, soit possible ? Ne faudrait-il pas, dès lors, concevoir et organiser l'Église comme une communion universelle de toutes les communautés qui souhaitent en faire partie, sans condamnations ni excommunications, quelles que soient les différences théologiques, liturgiques ou institutionnelles ? N'est-ce pas là l'horizon qui inspire le Conseil œcuménique des Églises, dont, soit dit en passant, l'Église Catholique Romaine ne fait pas partie ?

N'est-ce pas à cela que nous invite tout organisme vivant de la Terre, puisque la vie n'y émerge toujours que d'un réseau de relations créatrices ? Ne serait-il pas possible de donner corps, dans l'Église, à ce mystère source de la vie apparue sur notre planète il y a déjà 4,4 milliards d'années ? Il suffirait de respirer l'Esprit, le souffle frais qui anime l'univers tout entier, de l'infiniment petit à l'infiniment grand. Il suffirait de la volonté, de la conviction et de la sagesse.

José ARREGI, le 16 juillet 2026

Source : <https://josearregi.com/fr/>



L'égalité entre les femmes et les hommes : aussi une question de droit

La réception par Léon XIV d'une archevêque anglicane en avril relance, selon l'historienne Annie Crépin et un collectif, un débat juridique : l'exclusion des femmes des ministères ordonnés constitue une discrimination directe fondée sur le sexe, difficilement conciliable avec le droit européen. Sur ce thème mais en plus général, on trouvera une autre contribution de qualité qu'Anne Soupa a donnée lors d'une rencontre de We Are Church sur son blog : www.annesoupa.fr. (P.C.)

La réception, en avril, de Sarah Mullally, archevêque de Canterbury et primat de l'Église anglicane, par Léon XIV s'inscrit dans un contexte d'étonnement, voire d'espoir, nourri par le contraste des situations. En France, cet événement est rapproché de l'appel renouvelé de l'Église à prier pour les vocations, invitation qui réaffirme implicitement un appel réservé aux seuls hommes en vue du presbytérat.

Cette concomitance suscite une interrogation persistante, déjà ancienne mais aujourd'hui ravivée : comment comprendre, dans le contexte actuel, le maintien de cette exclusion institutionnalisée ? Peut-elle encore être perçue comme légitime, à l'heure où les évolutions sociétales et ecclésiales interrogent de manière croissante les fondements de telles distinctions ?

Une discrimination directe

La réflexion se place ici sur le terrain juridique, dès lors que, par ailleurs, la doctrine demeure inchangée. Il s'agit ainsi de faire sortir cette question d'un cadre strictement interne, longtemps confiné à un système normatif fermé. Longtemps cantonnée en effet aux débats théologiques ou ecclésiologiques, elle est devenue, de manière irréversible, une question de droit. Elle place le juriste face à une tension normative majeure : d'un côté, le principe d'égalité entre les sexes et l'interdiction des discriminations ; de l'autre, la liberté de religion, entendue comme incluant l'autonomie organisationnelle des communautés religieuses.

Or, cette tension n'est plus abstraite. Elle se cristallise dans une pratique institutionnelle claire : l'appel à « embauche » des seuls garçons, l'exclusion des femmes de l'ordination. Celle-ci repose explicitement sur un critère de sexe. Elle interdit aux femmes l'accès aux fonctions qui concentrent les trois

pouvoirs structurants de l'institution ecclésiale – gouverner, enseigner et sanctifier – tout en les réservant aux hommes. En droit positif, une telle différenciation correspond à la définition même de la discrimination directe : une distinction explicite, générale, sans possibilité d'alternative équivalente.

Le droit français prohibe les distinctions fondées sur le sexe. Le droit européen consacre l'égalité entre les femmes et les hommes comme un principe fondamental. Le droit international impose aux États de lutter contre les discriminations, y compris lorsqu'elles s'enracinent dans des normes sociales ou institutionnelles.

Une forme d'immunité

À première vue, la qualification juridique ne fait donc guère de doute. Elle se heurte pourtant à un obstacle majeur : la liberté de religion. La jurisprudence européenne reconnaît aux communautés religieuses une autonomie institutionnelle étendue, incluant la faculté de définir leurs règles internes et les conditions d'accès aux fonctions religieuses. La Cour européenne des droits de l'homme protège de manière constante cette autonomie, considérant que l'État ne saurait intervenir dans l'organisation interne des cultes ni dans la désignation de leurs ministres.

Il en résulte une forme d'immunité : dès lors qu'une règle est rattachée au « cœur religieux » d'une institution, le contrôle juridictionnel devient minimal. Mais cette autonomie est-elle absolue ? Rien ne l'impose. Le droit de l'Union européenne introduit une exigence décisive : les différences de traitement fondées sur des convictions religieuses doivent répondre à des critères stricts – être essentielles, légitimes et justifiées – et faire l'objet d'un contrôle effectif par le juge.

Dès lors, une question centrale émerge : le fait d'être un homme constitue-t-il une exigence professionnelle essentielle pour exercer un ministère ordonné ?

Une différenciation difficilement justifiable

La réponse, juridiquement, est loin d'être évidente. Une exigence essentielle suppose un lien objectivable avec la fonction exercée. Or, le critère du sexe, appliqué de manière absolue et sans exception, échappe à toute démonstration de nécessité fonctionnelle. Il repose sur une justification doctrinale, non sur une exigence professionnelle vérifiable.

Admettre une telle exigence reviendrait à considérer que l'appartenance biologique constitue en elle-même une qualification professionnelle. Une telle position entre en contradiction frontale avec les fondements contemporains du droit de la non-discrimination.

Il faut donc le dire clairement : l'exclusion des femmes des ministères ordonnés constitue, du point de vue du droit commun de la non-discrimination, une différenciation difficilement justifiable. Elle organise une hiérarchisation des fidèles fondée sur le sexe. Elle prive les femmes de l'accès aux fonctions de pouvoir et de représentation. Elle limite structurellement leurs possibilités d'engagement et contribue au maintien de stéréotypes de genre incompatibles avec les exigences d'égalité et de dignité.

Déroptions incompatibles avec l'universalité des droits

Son maintien ne peut être juridiquement fondé qu'au prix d'une interprétation extensive de la liberté de religion, conduisant à neutraliser l'application du principe de non-discrimination dans la sphère religieuse. C'est précisément cette neutralisation qui doit aujourd'hui être interrogée.

La liberté de religion ne saurait être conçue comme une faculté d'échapper au droit commun des droits fondamentaux. Elle doit être conciliée avec les autres principes qui structurent l'ordre juridique, au premier rang desquels figure l'égalité entre les sexes.

La voie juridique, certes, ne produira pas d'effets immédiats. Les juridictions demeurent prudentes dès lors qu'il s'agit du cœur doctrinal des religions. Mais elle constitue un levier essentiel : elle met en lumière les contradictions, fragilise les justifications et participe à une redéfinition progressive des équilibres normatifs.

Car la question dépasse largement le cas de l'Église catholique. Elle engage une interrogation fondamentale pour les sociétés démocratiques contemporaines : jusqu'où peut-on admettre, au nom du pluralisme, des dérogations au principe d'égalité ? Et à partir de quel moment ces dérogations deviennent-elles incompatibles avec l'universalité des droits fondamentaux ?

Le droit positif n'apporte pas encore de réponse pleinement satisfaisante. Mais il porte en lui les ressources d'une évolution. À terme, une chose est certaine : l'égalité entre les femmes et les hommes a vocation à s'appliquer à l'ensemble des espaces sociaux – y compris ceux qui se revendiquent d'une autonomie religieuse.

Annie CRÉPIN et un Collectif (à découvrir en ligne)

Source : *La Croix*, 12 juillet 2026. Article reproduit avec l'aimable autorisation de l'auteure. [Cette communication](#) a été suivie de deux autres opinions davantage basées sur des arguments théologiques, qui ont relancé un débat autour de la question : [Peut-on réserver le sacerdoce aux seuls hommes ?](#) Plus de 360 commentaires et des échanges passionnés...



Préambule

Cet été 2026, qui fut caniculaire à de multiples reprises, nous ne sommes pas près de l'oublier. Il vous a certainement affectés, sans parler de ses effets dévastateurs sur les prairies, les sols, les cours d'eau, les forêts, nos Fagnes. On l'a beaucoup dit : les prévisions des climatologues se réalisent encore plus vite qu'ils ne l'avaient estimé.

Face à cela, nous vous proposons une clef de compréhension, avec l'analyse du tourisme international par Bernard Dutermé, dans son petit ouvrage *La touristification du monde*.

Nous vous offrons des témoignages de simplicité et de coopération, avec une visite à la Verte Voie dans le Pays de Herve, et la rencontre de Léa Quiévy, dont vous avez l'habitude de lire les haïkus.

Vous lirez aussi l'importance du partage des mots et des expériences face aux épreuves, avec Marion Muller-Colard qui accompagne son papa hospitalisé après un AVC.

Nous vous donnons enfin un écho d'une action d'Extinction Rebellion, comme toujours particulièrement frappante. Il s'agissait de marquer le jour du dépassement de la terre – le 18 juillet déjà.

Nous vous appelons surtout à réserver votre dimanche 11 octobre pour la marche pour le climat à Bruxelles.

Être attentifs aux besoins, et tenter d'y répondre, vous lirez cette approche à plusieurs reprises dans ces pages. C'est aussi finalement la raison d'être de nos communautés de base, leur point de départ, et leur accomplissement.

Ensemble nous nous efforçons à la fois d'approfondir notre foi et de comprendre notre temps. Nous partageons nos vécus, nos angoisses, nos questionnements. Ensemble nous voulons nous mettre en mouvement pour rendre le monde plus juste et viable.

Pour le Comité de rédaction,
Sylvie KEMPGENS

Notre visite à la Verte Voie

Quelle magnifique réalisation cette communauté de base de Thimister a pu mener à bien ! Leurs réflexions de départ ont abouti à un projet du « comment bien vivre ensemble. »

Nous avons été chaleureusement accueillies par les six personnes qui forment encore cette communauté fondée en 1971 dans la vague de Vatican II et de mai 68, et dont le but était de constituer un groupe de réflexion chrétienne : comment sortir du cadre afin de s'engager à vivre et à célébrer autrement, selon nos valeurs ?

Cette communauté a été le soutien et la toile de fond des autres engagements de cette maison communautaire, *la Verte Voie*, créée en 1973 par Joseph et Yvette Vandeberg-Waucomont et cinq autres personnes militantes. Ils ont commencé par acheter en coopérative un vieux bâtiment abandonné qui deviendra à la fois leur lieu de vie, ainsi qu'un lieu d'accueil et de sièges d'associations.

« Nous n'avons rien fait tout seuls », nous ont-ils souvent répété. Quand même ... ! Nous avons été émerveillées par l'engagement concret de ces personnes. Elles ont créé, en 1986, l'ASBL '*De Bouche à Oreille*' qui est un réseau d'associations avec comme objectif : comment vivre autrement au pays de Herve, comment agir localement tout en pensant globalement. *De Bouche à Oreille* regroupe onze associations luttant pour plus de solidarité dans le monde. La réalisation d'un projet part toujours d'un besoin, nous racontent-ils. Après y avoir réfléchi, la solution et la réalisation se trouvera alors avec l'aide d'autres. Leur principe de base : construire des alternatives avec d'autres à partir de réels besoins.

Un exemple parmi d'autres : un couple du village, ayant une jeune adulte handicapée, meurt. Ils ne désiraient pas que leur fille soit placée dans une institution. Une volontaire la prend en charge. Au fil du temps, celle-ci considère que si elle peut le faire pour une personne ayant un handicap, pourquoi pas pour deux ou trois. Et voilà le projet lancé. Le lieu d'accueil est trouvé au lieu-dit *Les Béolles*, puis celui-ci évolue pour devenir un centre d'hébergement. Actuellement, *les Biolles* est une ASBL qui travaille à l'intégration sociale et à l'autonomie de la personne en situation de handicap, principalement par les loisirs. D'autres associations travaillent à un environnement de

qualité : *Li Cramignon* et *Nos racines*, promeuvent la santé par une alimentation saine. L'éducation, la formation des jeunes à la coopération et à la citoyenneté, l'aide aux enseignants ne sont pas oubliés avec *Coop'Osons* (= osons la coopération), *Materchouette* et *l'Ecole Ouverte* où des enseignants maternels et primaires échangent leurs expériences et construisent des outils de pédagogie active.

Nous avons été frappées par la cohérence de ce réseau et la communauté de base n'y est pas pour rien ... Plusieurs de ses membres vivent encore dans la maison communautaire qui continue d'être un lieu de vie (7 habitats) et d'animation (6 bureaux et une « grande » salle),

Pendant 12 ans, de 2009 à 2021, la communauté de base a organisé des déjeuners philosophiques ouverts à un large public. En voici quelques thèmes : une année d'élection : quels enjeux ? Plaidoyer pour une nouvelle conscience. Critique de l'information et des médias. Philosophier avec les enfants, c'est possible. La place du religieux dans l'espace public. La philosophie pour quoi faire ? Comment se laisser toucher par ce qui se passe dans le monde sans se désespérer ? Quelle coopération pouvons-nous construire avec les pays du Sud ?

Au début, il n'a pas été facile pour « La Verte voie » de s'implanter dans ce milieu rural. Les villageois les regardaient de travers. Les contacts avec la paroisse n'ont pas toujours été simples : une célébration organisée sur le thème des droits de l'homme a choqué. Une demande de pouvoir célébrer à leur manière l'accueil ou le baptême de leurs enfants dans l'église a été refusée. Ils ont dû utiliser la salle polyvalente en face avec un autre prêtre.

Cette communauté de base se réunit une fois par mois et partage des sujets d'actualité et le vécu de chacun. Ce qui compte surtout, c'est de se soutenir les uns les autres dans la convivialité et de discuter de certains thèmes comme comment rester actifs et concernés malgré notre âge, comment trouver notre place de « vieux » ?

Les membres de la communauté ont également beaucoup réfléchi grâce aux sept séquences du film *Des arbres qui marchent* de Pierre-Paul Renders.

En général, ils ne célèbrent pas l'eucharistie sauf à Noël et à Pâques où ils se joignent à d'autres communautés de Liège, comme le centre *Le-Beau-Mur*. C'est un choix de leur part : ils préfèrent vivre leur foi, se soutenir dans leurs engagements et « oser exprimer et partager ce qui les anime ».

Nous les remercions de tout cœur pour leur accueil si sympathique, passionnant et stimulant !

Yvonne MIGNOT et Marie-Christine TERLINDEN-SNOY

Léa Quiévy : une vie toute en cohérence

Vous connaissez Léa Quiévy par ses haïkus, que nous avons publiés au fil des dernières années. J'ai souhaité vous la présenter plus longuement dans ce numéro-ci.

Léa a participé à la création de la Communauté de base *Passage* à Bruxelles à la fin des années '90, avec des personnes rencontrées aux sessions SOIF¹. C'est également l'époque de l'affaire Gaillot et du lancement du mouvement *Nous Sommes aussi l'Eglise*. À Bruxelles, elle fait d'emblée partie du *Réseau Résistances*.

La question du rôle des femmes est importante pour elle depuis toujours. Elle était née à Bruxelles en 1928, et la guerre éclate l'année de ses 12 ans. Mais pourquoi les garçons seraient-ils les seuls à défendre le pays ? Avec son groupe de quatre copines, elles décident en secret d'une action qui va bien fâcher les Allemands : lorsque, à la sortie de l'école, leur rang crociera la route du soldat allemand qui traque les appareils de radio dans les sous-sols avec son détecteur, elles se mettront à marcher au pas de l'oie en scandant quelques mots bien sentis dans un mélange d'allemand et de bruxellois. Elles n'iront pas au bout de leur moment de bravoure, s'étranglant de peur... mais apercevront un grand sourire d'amusement sur le visage de leur cible qui avait peut-être laissé des petites sœurs chez lui ! Léa en rit aussi aujourd'hui, mais elles étaient rentrées chez elles, sanglotant encore d'effroi tant, l'espace d'un instant, elles s'étaient vues envoyées en Allemagne !

La famille de Léa compte sept enfants. Des Dames de Miséricorde, des messieurs de la Saint-Vincent-de-Paul viennent de temps à autre chez eux pour voir si tout va bien : Léa ressent ces visites comme intrusives, paternalistes, pour ne pas dire humiliantes. « Est-ce que saint Vincent de Paul demandait aux gens combien ils gagnaient ? », lance-t-elle un jour à un de leurs visiteurs. Dès les années '60, elle adhèrera donc corps et âme au projet de Centre d'entr'aide créé dans un esprit neutre sur la suggestion d'un vicaire de sa

¹ Vous vous en souvenez peut-être : ces Sessions œcuméniques interrégionales de formation se tenaient à Blankenberge.

paroisse. « C'est l'humain qui compte », et ce vicaire souhaitait ne pas limiter les membres aux chrétiens (lui-même s'y faisait le plus discret possible, et il avait veillé à éviter les influences : jamais de prêtre dans l'organe dirigeant, ni de responsable politique d'ailleurs) : le Centre a ainsi permis et organisé la collaboration de personnes de tous horizons. Pour tout le monde et avec tout le monde.

Car l'autre intuition de base était que les personnes ayant besoin d'aide avaient certainement aussi des ressources, et pouvaient retrouver de la dignité, de l'énergie, de la confiance en elles en rendant elles-mêmes service, en s'investissant dans un des groupes qui naissaient au fur et à mesure que le besoin s'en faisait sentir : service alimentaire, groupe de déménagement, groupe d'alphabétisation, magasin de seconde main, ... Léa pense bien avoir été, à un moment ou à un autre, une membre active de chacun d'eux ! A côté de son travail d'infirmière.

A ce propos, le souhait initial de Léa était de devenir institutrice frœbélienne. Lors d'un entretien d'orientation, on lui dit qu'elle sait faire plus. « Qu'est-ce qui est plus ? Qu'est-ce qui est moins ? », me dit Léa en y repensant. Mais comme une de ses sœurs aînées étudie déjà à l'école d'infirmières, le changement de voie n'est pas trop difficile à négocier – malgré le fait que Léa, ayant passé la guerre en partie à la campagne, avait dû abandonner l'école moyenne, comme tout accès à la lecture ou à quoi que ce soit de culturel. Même sa fratrie, elle en avait été privée pendant quatre ans. Toute son adolescence en a été bouleversée. C'est la guerre, et c'est la vie qui lui ont servi d'école, elle s'en rend compte lorsqu'à 18 ans, elle réussit le test de connaissances que l'école d'infirmières lui impose.

Autre chose à quoi Léa sera toute sa vie sensible, c'est l'injustice et l'hypocrisie. Très jeune, Léa constate que son papa est colérique et, un soir, le surprenant en colère envers sa maman, elle tape littéralement sur la



table, et décrète au plus profond de son cœur que « ni son père, ni aucun autre adulte, n'aura une autorité dominante sur elle. Ces adultes, qui envoient les enfants dans le coin lorsqu'ils dépassent les bornes, comment peuvent-ils se comporter ainsi, et impunément ?!! » Léa sera désormais fondamentalement rebelle à cette « autorité de faux jetons » !

Ce papa qui, dit Léa, était très papa-gâteau pour eux petits, devient très dominant à leur adolescence, voulant même gérer leur vie d'adulte plus tard. Léa décidera elle-même de sa vie, et de l'homme avec qui elle vivra. Son père en souffrira beaucoup, mais petit à petit la relation se réparera pour devenir très respectueuse et amicale.

A l'église le dimanche, Léa détecte à l'époque « beaucoup de m'as-tu vu » autour des pratiques du culte, avec les places réservées pour les 'familles bien', des chaises luxueuses capitonnées, etc. Alors l'anneau à baiser, se mettre à genoux, recevoir les cendres, très peu pour elle ! Par contre, sa maman va à la messe tous les matins pour trouver « la force de la journée ». Et la famille de Léa commence chaque repas par une prière. Le soir, le temps de prière est même plus long, assez élaboré et personnalisé. Léa parle donc beaucoup avec Dieu – même si elle ne sait pas qui est Dieu, et qu'elle ne le sait toujours pas aujourd'hui ... ! Serait-il l'amour ?

« Dieu, si tu existes, j'ai des trucs à te dire. Comment ça se fait que ... ? »

« Je ne vais plus à la messe, ça m'énerve. Mais j'aime bien faire ce que Jésus nous a montré, pas seulement en paroles, mais en actions. Ça j'essaie de faire. N'est-ce pas cela que tu préfères ? »

Jésus, la maman de Léa l'évoquait. Le catéchisme à l'école lui a appris à le connaître. Les Evangiles la nourrissent. Léa croit en Jésus. Elle cherche (et trouve !) une explication à ce qualificatif de « Fils de Dieu » : être le fils de son père, c'est un garçon qui ressemble à son père, qui fait comme lui ; on dit alors : « C'est bien le fils de ... ». Léa comprend donc : le Bon Dieu n'est pas sur la terre mais Jésus fait ce que Dieu devrait faire ; c'est comme ça qu'on dit qu'il est bien le fils de Dieu !

Petit à petit, l'Evangile devient un recours « automatique » pour elle – même si elle sait que c'est un écrit d'un autre temps. Quand elle a des problèmes, à chaque moment de questionnement, Léa se demande ce que Jésus aurait dit, aurait fait. « Comment je devrais faire pour que ça corresponde à ce que je crois de l'Evangile ? » L'Evangile l'aide toujours, c'est une règle de vie, un fil rouge qu'on ne doit jamais lâcher. Voilà sa foi : « Ce qui est dans l'Evangile peut être un chemin ».

Ainsi, du Bon Samaritain, elle a appris qu'on ne peut pas toujours aider, surtout tout seul, qu'on a notre chemin à poursuivre mais, aux personnes en errance, qui mendient, elle s'efforce, toujours en disant 'Monsieur' ou 'Madame', de ne pas donner une pièce uniquement, mais aussi d'indiquer une piste de solution, au moins l'explication pour trouver le petit Resto du Cœur de Jette, le Centre d'entr'aide, et surtout le CPAS.

Pour Léa, « toute la vie est un cheminement passionnant ». Elle évoque avec reconnaissance le CEFOC, où elle a trouvé un chemin de réponse. Ce fut pour elle un véritable bonheur de participer pendant plusieurs années à un groupe local à Koekelberg, comme aux sessions annuelles. « Quel réconfort dans une recherche qui nourrit l'espérance ! »

A Passage, Léa a découvert l'humour ! Elle constate aussi qu'ils ne se sont jamais souciés de la présence d'un prêtre pour leur indiquer ce que Dieu veut.

Parmi les questions que Léa n'en finit pas de poser à Dieu, il y a aussi ce paradoxe de l'humanité : comment ça se fait qu'elle s'auto-détruit, qu'elle laisse mourir des gens, cette humanité si douée, si intelligente, si belle, si poignante d'amour, qui a tant réalisé sur le plan artistique, scientifique et technique (aller dans la lune !) et pour le vivre ensemble ?

A voir toutes les souffrances sur cette terre, peut-on être heureux ? « Le mal est là, je ne sais pas le détruire, mais comment vais-je trouver un équilibre avec le bien, de façon à ce que ce soit vivable ? » Après longues réflexions, Léa a compris que le bonheur, ce n'est pas que tout aille bien : c'est l'harmonie, l'équilibre entre le bien et le mal. C'est le rôle de l'humain de travailler à cet équilibre, de le trouver – en lui-même aussi. Par contre, le bonheur n'est pas quelque chose qu'on capte et qu'on a pour toujours. Il faut le soigner, le cultiver ensemble. A 97 ans, Léa vit son grand âge comme serein, profondément heureux et épanoui.

Quant aux haïkus, « il ne lui en vient plus Mais s'il lui en revient ... » elle les notera !

On y compte bien, merci Léa !

Sylvie KEMPGENS

Un après-midi avec ‘Extinction Rebellion’

Amenée par une amie photographe, j’ai assisté le samedi 18 juillet à une mise en scène très réussie dont le but était de faire prendre conscience au public du ‘*jour du dépassement de la terre*’. C’est-à-dire du jour où nous avons consommé plus de ressources que la terre ne peut en fournir sur une année.¹

Une belle table de fête avait été dressée sur l’esplanade devant la Gare centrale : devant une immense affiche de feux de forêt, de gros capitalistes se gointraient de la terre en se moquant de nos efforts pour tenter limiter le dérèglement climatique. Un pauvre se trouvait sous leur table et essayait de ramasser quelques miettes ...

Le message à l’ONU de Greta Thunberg “How dare you ? Comment osez-vous ?” a été repris.

Des rebelles habillées en rouge et avec un masque blanc tournaient en silence autour de la terre ou restaient statiques pour nous faire comprendre l’importance de l’événement. Elles portaient des images de catastrophes naturelles liées au changement climatique et les posaient sur une toile représentant notre planète.



¹ Pour cette année 2026, la date de ce ‘dépassement’ est estimée au plan mondial au 30 juillet, mais elle varie considérablement selon les pays et leur niveau de consommation : selon le WWF, la très gourmande Belgique a déjà connu son ‘jour de dépassement’ le 11 avril dernier.

Quelques affiches nous rappelaient l'importance de ce jour du dépassement comme "La planète a des limites, elles ne se négocient pas", "Plus on la consomme, plus elle se consume" et d'autres affiches en anglais :

- "A finite planet, finite resources, infinite consumption ? "
- (“Une planète finie, des ressources finies, une consommation infinie ? ”)
- "We're spending tomorrow's resources today"
- (“Nous dépensons aujourd'hui les ressources de demain”)
- ou "One planet enough for need, not for greed"
- (“Une planète suffisante pour les besoins, pas pour l'avidité”).

Une petite fille est venue déposer une rose sur une des photos de catastrophe, suivie par d'autres participants, ce qui donnait l'impression que nous pouvions encore faire quelque chose par rapport à ce désastre.

Un membre des *Grands-parents pour le Climat* photographiait les scènes et un journaliste également. Je regrette beaucoup que cet événement très bien pensé et mis en scène n'ait pas été divulgué davantage dans les médias officiels.

Pour appeler nos autorités à accélérer la sortie des énergies fossiles,
retrouvons-nous le dimanche 11 octobre 2026 dès 13h
devant la Gare du Nord à Bruxelles.
pour la ***Marche pour le Climat 2026***.
Bloquez la date dans vos agendas !

Marie-Christine TERLINDEN-SNOY



L'ordre des choses¹

Jusqu'à son AVC, il ne voulait pas d'acharnement thérapeutique. Sa fille, comme personne de confiance, le savait.

Le médecin de garde n'a pas pu la joindre, elle n'a donc pas pu lui faire connaître les directives anticipées. Et le médecin a réanimé son père. Hémiplégique, il ne peut plus rien faire de façon autonome, il ne sait plus marcher, il ne sait plus se lever, il ne sait plus manger seul, et ne sait plus avaler que des purées et des bouillies.

Sa fille, c'est Marion Muller-Colard, pasteure protestante, membre du Comité d'éthique, à présent confrontée à un cas réel, vécu de tout près. Confrontée aussi au corps médical 'de l'autre côté', sur le terrain. En quelque 120 pages, elle partage avec autant d'émotion que d'humour tout ce qu'elle traverse, et tout ce qu'elle doit à ce père ('*papouiseau*') qu'elle a tant de mal à reconnaître maintenant qu'il est grabataire. On est brinquebalé avec elle entre souvenirs, hommage, épreuve de la lente agonie et questionnement sur la dignité.

Dans ce livre à la fois très personnel et totalement universel, et drôle donc aussi (si, si !), elle dit l'ascenseur émotionnel quotidien au chevet d'un père hospitalisé pendant plusieurs mois, l'épuisement aussi à poursuivre sa vie puis/et ralentir absolument pour l'accompagner, jusqu'au seuil de la séparation. Et l'ambivalence vertigineuse : « ce haut le cœur à chaque coup de fil, l'espoir meurtrier qu'on en finisse, la peur panique que ce soit fini ».

C'est dans l'ordre des choses qu'un père s'en aille avant sa fille mais, en elle, la petite fille de cinq ans sanglote de chagrin.

Au Comité d'éthique, elle a toujours tenu à ce que soit pris en compte « le jeu flottant des seuils de tolérance, des vœux et des désirs, et ce paradoxe qui rend capable d'endurer son pire cauchemar d'une manière inattendue ». Elle les expérimente concrètement à présent, et touche du doigt la versatilité des patients et la fugacité des directives anticipées.



¹ Marion MULLER-COLARD, *L'ordre des choses*, Sabine Wespieser éditeur, 2025.

Par moments, c'est l'image de « Lazare errant dans un rabiote de vie inhabitable » qui lui vient. Et elle reconnaît se laisser aller parfois à « des questionnements monstrueux : toutes les morts se valent-elles ? toutes les vies se valent-elles ? » L'accompagnement est donc éprouvant : « tu as perdu son père mais tu ne peux pas l'enterrer, il respire encore ».

L'expression « deuil blanc » qu'elle entend un jour lui fait réaliser le soulagement que procurent les expériences et les mots partagés avec ceux qu'elle appelle ses « frères et sœurs insoupçonnés », qui traversent une épreuve équivalente. Et, d'exister avec eux, sa solitude en est relativisée.

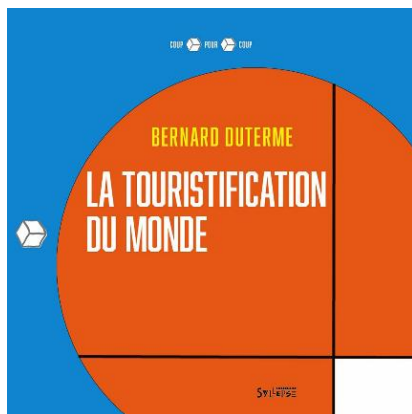
C'est en partie pour eux qu'elle a mis par écrit ce court récit, si profondément humain et dont je vous recommande chaudement la lecture

Sylvie KEMPGENS

LU AVANT VOUS

Le tourisme, bon pour la planète ?

Bernard Duterme est un ancien permanent et responsable d'*Entraide et Fraternité*. Il est attaché au Centre Tricontinental de Louvain-la-Neuve (CETRI) dont il a assuré la responsabilité pendant plusieurs années. Il est spécialiste des questions Nord-Sud. Il a publié cette année un passionnant petit ouvrage au titre évocateur : *La touristification du monde*.¹



« L'expansion continue du tourisme international s'impose comme une des tendances sociétales majeures des sept dernières décennies ». Pour le meilleur ou pour le pire. Certes, le tourisme est source d'emplois et de richesses pour les pays visités. Il permet de découvrir d'autres contrées et d'autres cul-

¹ Bernard DUTERME, *La touristification du monde*, édition Syllepse, Paris 2026.

tures. Mais Bernard Dutorme pose cinq questions fondamentales : Le tourisme international est-il accessible ? Est-il équitable ? Est-il durable ? Est-il respectueux des régions visitées ? Et un autre tourisme est-il possible ?

Croissance exponentielle

Au milieu du 20^e siècle, 10 millions de séjours internationaux ; plus de 6 milliards 500 millions au premier quart du 21^e siècle. Divers arguments sont avancés par les tour-operators aux cours des années. D'abord l'argument économique : le tourisme permet le transfert d'argent du Nord vers le Sud. Il apporte pour certains pays plus de 50 % des rentrées. À partir des années 1970, on ajoute l'intérêt de rencontres interculturelles. Puis ce sera la montée en puissance de la question écologique et on fera la publicité pour le tourisme durable. Enfin, on présentera le tourisme comme passeport économique, interculturel, politique et environnemental. Vive le tourisme ! Mais...

Accessible le tourisme international ?

Si en Belgique, environ 50 à 60 % des Belges prennent chaque année leurs vacances à l'étranger, ils ne sont que 10 % de la population mondiale. Un humain sur 10 seulement à accès au tourisme international. Malgré la saturation de certains centres touristiques, les vacances pour tous apparaissent comme un droit. Le déclin du tourisme social, dont Ryan Air et Wizz Air ont pris le relais, explique le peu de sensibilité occidentale aux inégalités d'accès au tourisme international. Au niveau mondial, les séjours à l'étranger sont de facto réservés à une minorité. Et le type de voyage est aussi révélateur de la disparité sociale

Équitable le tourisme international ?

Dans les discours, oui, dans les faits, non, constate Bernard Dutorme ! La concentration des recettes de l'activité touristique est entre les mains du privé. Pour développer les infrastructures nécessaires, les pouvoirs publics mobilisent les fonds. Cela explique que le Luxembourg est en tête du top 10 des pays bénéficiaires des recettes du tourisme par habitant ! En 2014, 70 % des revenus générés pour le tourisme en Thaïlande lui échappent, 85 % pour l'Afrique subsaharienne. Sans compter le fait qu'une part importante des bénéfices restants est captée par l'oligarchie locale. Dans les pays pauvres, les millions d'emplois créés concernent majoritairement des statuts précaires, saisonniers et sous-qualifiés, les postes à responsabilités sont plutôt confiés à des expatriés. Globalement, au lieu d'échanges équitables et égalitaires, il s'agit de rapport de subordination et d'asservissement. Une forme de néocolonialisme est à l'œuvre.

Durable le tourisme international ?

L'expansion touristique participe à l'aggravation de la crise écologique. Le tourisme participe à la croissance continue du trafic aérien (58 % de la mobilité touristique). Il participe à la dégradation des littoraux, à la pollution des eaux, sans parler du flot incessant des croisières qui battent le record de la nuisance. Les émissions de gaz à effet de serre produit par le tourisme augmente plus que dans les autres domaines de production ou de consommation : 3,5 % chaque année, 8,8 % des émissions totales. Il est à noter que la hausse du bilan carbone n'est pas tant causée par l'arrivée de nouveaux vacanciers que par l'excès consumériste des touristes les plus riches. Sans oublier le tourisme spatial des quelques multimilliardaires qui fait des victimes par milliers.

Le tourisme soi-disant vert ou durable jette son dévolu sur les régions les plus riches en espèces endémiques mais aussi les plus menacées. Le green-washing marchand s'attache à peindre en vert ce qui ne l'est pas !

Respectueux le tourisme international ?

Les touristes sont-ils respectueux des régions visitées ? se demande encore l'auteur. Certes la réponse est plurielle. Mais la grande majorité des séjours penche vers l'entre-soi, le standardisé, le confortable, le prévu. A l'extrême, le lieu précis importe peu. Les millions de touristes en général débarquent dans un pays avec peu de connaissance de la réalité et s'en reviennent à peine plus informés. Les touristes sont peu nombreux à aspirer à l'altérité ou à l'authenticité, des notions socialement situées. Le lieu touristique est comme un centre commercial dans lequel on consomme et se promène sans se rencontrer. « To travel is to Live ». Tant pis s'il n'est accessible qu'à une minorité. Tant pis si les communautés locales n'y trouvent pas leur compte...

Un autre tourisme est-il possible ?

Il n'est pas possible d'envisager la généralisation de pratiques aussi inéquitables et prédatrices. L'auteur analyse les diverses pistes pour un tourisme plus équitable et en montre les contradictions et les limites. Réguler par les prix ? Mais cela rendrait le tourisme encore plus inéquitable. Un quota par personne sur la vie comme Jancovici le propose pour les voyages en avion ? Qui oserait le suggérer.

Un petit ouvrage interpellant à lire avant de programmer ses prochaines vacances... si on fait partie des 10 % de la population mondiale qui ont le privilège de voyager à l'étranger... Vous ne serez pas ruiné : il coûte 6 € !

Étienne MAYENCE



La lettre de H.L.M.

Les prêtres qui rêvaient de se marier...

Notre attention a été attirée récemment par la publication d'un article du nouveau mensuel *Le Cri*¹ intitulé *Quand les prêtres rêvaient de se marier*. L'originalité cette fois, c'est que c'est à ces derniers que la journaliste donne la parole, non pas ceux qui se sont mariés comme on le fait d'habitude, mais ceux qui sont restés parmi les ordonnés des années '60 et '70, exprimant quand même leurs illusions perdues ainsi que leur questionnement : « *J'aurais préféré avoir la liberté de ma marier* », ou « *Les fidèles sont heureux de voir que le prêtre vit quelque chose qu'ils ne vivent pas eux-mêmes.* » L'ancrage historique nous a semblé tout à fait correct même si la journaliste n'a pas pu profiter du dernier livre de Martine Sevegrand que nous présentons ci-dessous.

Daniel Horan

Dans le registre des témoignages, vous aimerez certainement lire celui de Daniel Horan², un franciscain journaliste au NCR qui avait annoncé son retrait de la vie religieuse et du ministère il y a deux ans et qui fait le point aujourd'hui sur cette expérience et sur son vécu actuel. Revenant sur l'annonce de son discernement et de sa '*transition*' – au sens du '*transitus*' qui, expliquait-il en 2004, a beaucoup de sens dans la spiritualité inspirée de François d'Assise : « un changement qui ne désigne pas seulement la mort, mais le passage entre deux formes de vie, d'une façon de penser à une autre, tout en maintenant une certaine continuité et une cohérence. [...] » La publication de ce témoignage a semblé d'autant plus impérative à son auteur que s'il

¹ *Le Cri* a été lancé il y a un peu plus d'un an par Paul Piccarreta et Théo Moy et n'est accessible qu'en format papier : <https://lecri.media/> « *Le Cri* est né du fourmillement d'une génération de chrétiennes et de chrétiens qui cherchent à vivre d'une même intensité leur foi et leur engagement dans la société. Nous voulons mettre en lumière ce renouvellement d'un christianisme d'action sociale et d'émancipation. » Cet article est publié dans le n° d'été 2026 consacré au thème *Sexe et religions*. Dans ce numéro aussi, quelques belles pages sur l'utopie de Boquen.

² *Deux ans après avoir quitté la vie religieuse : Réflexions sur la grâce, le mariage et le cléricalisme* : [National Catholic Reporter](https://www.paves-reseau.be/revue.php?id=2330) du 6 août 2025. Traduction en ligne sur notre site : <https://www.paves-reseau.be/revue.php?id=2330>.

avait bien fait cette transition avec bonheur et grâce à l'appui de sa communauté, jusqu'aux démarches à Rome et jusqu'à son mariage religieux, c'était loin d'être le cas de beaucoup d'autres ex-prêtres ou ex-religieux qui se sont confiés à lui : « Alors que chaque personne avait l'impression de suivre la volonté de Dieu avec intégrité, presque toutes disent qu'on leur a fait ressentir de la honte et qu'elles devaient se sentir mal à propos de leur choix. D'où la consigne de silence. » [...] « Il reste important de parler, et de dénoncer cette culture du silence et de la honte. »

Hommage à Bernard Besret (1935-2025)

L'ancien prieur de Boquen est décédé à la fin de l'année dernière dans sa chère Bretagne. On se souvient avec reconnaissance de l'utopie de Boquen qui nous a tant fait rêver d'une église autre et surtout d'une spiritualité nouvelle, ouverte, inclusive, interreligieuse même, mais aussi de la recherche d'un renouveau de la vie religieuse et du monachisme : sa rencontre postérieure du taoïsme sur laquelle il a beaucoup publié dans les années suivantes continue d'être éclairante. C'était aussi pour nous, les Belges, l'époque des autres bouleversements et essais de réforme qui nous ont interpellés, à Cuernavaca avec Grégoire Lemerancier ou à Maredsous avec Olivier du Roy et au besoin d'*analyse* qu'il fallait reconnaître à la psychologie dans la vie religieuse. On vous invite au moins à découvrir le très bel entretien que Bernard Besret a accordé à la CCBF.¹

Adieu à Ghislaine Stevens-Béchet

Nous étions quelques-uns de HLM à faire nos adieux et accompagner une dernière fois à l'église de Boisfort notre amie Ghislaine qui nous a quittés à l'âge de 95 ans, près de trois ans après son mari Philippe. Tous deux avaient



accepté à deux reprises un mandat au Conseil d'administration de notre association.

Nous garderons de Ghislaine un souvenir ému de sa gentillesse, de son attention à tous et de son sourire à toute épreuve. D'autres amis, proches ou voisins, ont tenu à souligner sa disponibilité et sa patience envers leurs enfants ainsi que son talent d'ancienne institutrice pour les aider à combler quelques lacunes. Son exigence pour l'orthographe aussi...

Merci Ghislaine pour le chemin parcouru et pour l'amitié partagée.

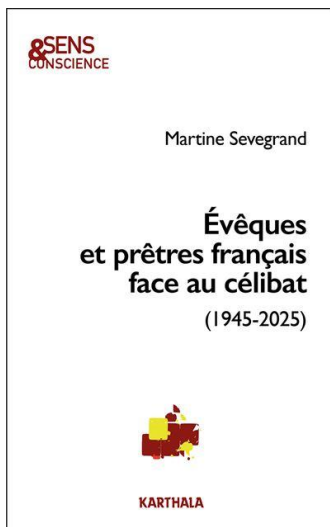
Pierre COLLET

¹ <https://baptises.fr/de-labbaye-de-boquen-la-montagne-taoiste-de-qiyunshan-en-chine>

Évêques et prêtres français face au célibat

On ne présente plus Martine Sevegrand. L'historienne française s'est fait connaître depuis longtemps par ses travaux sur l'Église catholique au XXe siècle, surtout en France, et plus particulièrement sur l'évolution du clergé d'une part, sur les débats autour d'*Humanae Vitae* et de la contraception d'autre part, et plus généralement de la morale sexuelle. Beaucoup d'entre nous se souviennent de son magistral ouvrage *Vers une Église sans prêtres*¹ : reprenant le titre d'un ouvrage de Jacques Duquesne formulé en 1968 sous forme interrogative : *Demain une Église sans prêtres ?* Elle y relevait que parmi les prêtres ordonnés dans les années '60, le taux des départs variait d'un quart à un tiers, sans que la hiérarchie ne semble s'en émouvoir !

Des années de recherche et un évident travail de fourmi l'amènent à publier ce nouveau livre² plus spécialement consacré aux débats sur le célibat des prêtres pendant ces 80 dernières années. Se limitant à la situation française, et privilégiant les interventions et conflits avec les autorités ecclésiastiques, Martine Sevegrand « y mène une enquête à propos des prêtres séculiers qui quittèrent la prêtrise ou furent exclus pour s'être mariés ou avoir abandonné leur poste. Ceux qu'on appela longtemps des 'défroqués' furent peu compris par l'opinion, par les patrons quand ils cherchaient du travail, en butte à la méfiance de leurs confrères et de leurs 'fidèles', surtout dans les quinze années d'après-



¹ Martine SEVEGRAND, *Vers une Église sans prêtres. La crise du clergé séculier en France (1945-1978)*, Ed. Presses Universitaires de Rennes, 2004, 325 pages. Voir notre présentation [sur le site des prêtres mariés](#). Martine SEVEGRAND, *Le Sixième commandement : L'Église catholique et la morale sexuelle (France, XXe siècle)*, Ed. Presses universitaires de Rennes, 2023, 294 p. Voir la bonne recension proposée par Denis Pelletier dans [ASSR](#) de 2025.

² Martine SEVEGRAND, *Évêques et prêtres français face au célibat (1945-2025)*, Ed. Karthala, 2026, 258 p.

guerre, à une époque où leur histoire est encore quasiment secrète. » Mais la crise du clergé est en train de couvrir dont celle des prêtres ouvriers, typiquement française, n'est qu'un des symptômes. Sans se contenter des déclarations et rapports 'officiels', l'auteure en appelle à de nombreux témoignages, comme elle le fera à propos des autres périodes étudiées, pour décrire le malaise du clergé et ce qu'elle n'hésite pas à nommer la 'misère' ressentie : informations bienvenues sur une période plus ancienne dont il ne subsiste pas beaucoup d'acteurs aujourd'hui.

Arrivent le Concile puis Mai 1968. À plusieurs reprises, Martine Sevegrand met en lumière la soumission au pape des évêques français. Au concile, Paul VI avait interdit qu'on aborde la question du célibat. « Plus que sur tout autre point, il avait imposé sa conviction au concile et, comme ce n'était pas suffisant, il pensait renforcer son interdit par une encyclique [...] » (p. 76). Mais en 1964, le *Secours catholique* alertait déjà qu'au moins 2500 prêtres étaient 'partis'. Il ne faudra pas attendre longtemps pour que « quelques dizaines d'audacieux, comme Robert Davezies, Jo Canal et des petits vicaires principalement parisiens accusent leurs évêques : ils ne pouvaient pas aimer une femme, n'étaient pas libres de leurs paroles, ni d'avoir des convictions politiques, ni non plus de prendre un travail profane. Ils accusèrent les évêques comme on accuse des patrons et, de fait, ceux-ci se conduisaient comme des patrons, expulsions comprises. Ce fut l'origine de la création d'*Échanges et Dialogue*, un mouvement qui effraya les évêques par l'esprit 'révolutionnaire' de ses leaders » et gagna aussi très rapidement la Suisse et la Belgique. M. Sevegrand décrit assez longuement l'histoire de ce mouvement qui prend naissance en 1968 pour mourir déjà en 1975. Un slogan résumait facilement les options de ces prêtres rebelles : *La mort du clerc*¹ dont il est évidemment superflu de relever l'actualité... Mais l'auteure attire opportunément l'attention sur les enjeux complexes des débats qui ont finalement conduit à la disparition du mouvement : était-il possible de choisir entre la fidélité aux contestations premières, la poursuite d'une critique des contenus de la foi, et une ouverture nettement plus 'politique' ? (p. 122-127).

On ne manquera pas la lecture du chapitre 9 consacré au Synode de 1971, à ses préparatifs où les noms de plusieurs Belges sont évoqués, comme les travaux de Roger Gryson et Philippe Delhay, et à son déroulement avec l'intervention du cardinal Suenens « en faveur de l'ordination d'hommes mariés,

¹ Aux débuts de Hors-les-Murs, Jacques Meurice, qui était l'un d'entre eux, a publié [sous ce titre](#) un intéressant historique des événements, vus de Belgique : c'était en 1981, il y a 45 ans...

mais refusant que des prêtres mariés continuent d'exercer leur tâche sacerdotale » et celle du cardinal Alfrink, favorable également. Le cardinal Suenens n'a malheureusement pas continué à manifester cette ouverture dans ses dernières années en Belgique. À souligner pourtant la tentative de l'évêque de Metz Paul-J. Schmitt de tenir compte de la diversité des situations et d'ouvrir la voie à « une plus grande autonomie des Églises locales. » Sans succès, mais un peu prophétique, dirions-nous... (p. 171-172). On connaît la suite : « le 2 novembre, le maintien intégral de la loi du célibat fut voté par 168 'oui', 10 'non' et 21 'oui *juxta modum*', tandis que la proposition en faveur d'hommes mariés n'atteignait pas le minimum requis : 95 'oui', 10 'non', 91 'oui *juxta modum*'. » (p. 174) Tout débat de fond paraît donc verrouillé, et pour longtemps...

Le chapitre 10 intitulé *Ceux qui sont partis* nous intéresse bien sûr particulièrement. On y relève les témoignages de beaucoup de prêtres qui ont quitté et se sont regroupés pour se soutenir mutuellement et organiser leurs revendications. L'enquête du sociologue Julien Potel *'Ils se sont mariés... et après ?'* reste la meilleure source d'information sur le sujet pour ces années jusqu'en 1974, ainsi que les nombreuses monographies et les bulletins des groupes. Relevons aussi que c'est cette même année qu'Albert Rouet publiait *'Prêtres mariés nos frères'* où il présentait et commentait 22 témoignages de prêtres mariés qui désiraient retrouver une activité pastorale. (p. 199-200).

Les années qui ont suivi le Synode sont marquées par des combats très marqués en réaction à ses décisions. L'auteure attire l'attention sur les appels lancés dès 1972 par Mgr Guy Riobé (p. 204), puis par Mgr Delarue l'année suivante, par Mgr Schmitt en 1974, puis encore par Mgr Ancel en 1976 : les Assemblées plénières des évêques les ont systématiquement ignorés voire contredits. Le contenu de la controverse était significatif : les interventions des évêques 'dissidents' prétendaient qu'un quart des prêtres mariés, soit au moins 600, étaient disposés à rester en service y compris pour la célébration des sacrements... La discussion prenait un tour théologique : Henri Denis mettait directement en cause la responsabilité des évêques, et Hervé Legrand plaidait « pour la diversité des réponses, selon les réalités sociales, culturelles et politiques » (p. 209) et pour qu'on s'inspire davantage de la tradition : « *Dans l'Église primitive, les prêtres présidaient à l'eucharistie parce qu'ils présidaient à la communauté chrétienne. [...] Jamais dans l'Église ancienne on ne manquait de président pour l'eucharistie, et la 'vocation' se présentait comme objectivement l'appel que la communauté adresse à l'un ou plusieurs de ses membres qu'elle estime aptes au ministère, même s'ils ne l'ont jamais désiré.*

Il est vrai que l'accepter n'entraînait pas le célibat.» (p. 222). Mais ces voix des théologiens n'ont jamais été entendues.

Le titre du dernier chapitre dit clairement la situation : *'Retour à la normale' !* Ce sera l'œuvre de Mgr Etchegaray en France et surtout du nouveau pape Jean-Paul II dès 1978 : « il fallait un pape très conservateur pour consolider, entre autres, l'interdit de la compatibilité entre mariage et prêtre » (p. 245). Il était temps de revenir au ministère traditionnel. Malgré ses affirmations en sens contraire, ce n'est pas le pape François qui lèvera le blocage : il l'a bien signifié en ne suivant pas les recommandations d'ouverture du Synode pour l'Amazonie...

Ce livre de Martine Sevegrand transmet tant d'informations en suivant tant d'entrées différentes qu'il est parfois ardu de resituer les chronologies : l'index des noms cités vient heureusement pallier cette difficulté. On pourrait même le considérer comme un véritable manuel sur la crise du clergé. Mais il laisse un goût amer : 'le doigt sur la couture du pantalon', l'immense majorité des évêques français n'ont fait qu'appliquer et renforcer les directives des papes. Ce qui interpelle surtout le lecteur, c'est cette impression qu'à des dizaines d'années d'intervalle, on s'y croirait encore : la 'ville éternelle' n'a jamais si bien porté son nom... Sur la discipline du célibat comme sur bien d'autres questions controversées, plus personne ne s'étonne qu'on n'ait pas progressé d'un pouce...

Pierre COLLET





Depuis 1980, Hors-les-Murs est une association qui réunit, avec leurs conjoints, des femmes et des hommes qui ont renoncé à l'état religieux, qui ont quitté ou ont été priés de quitter le ministère sacerdotal, ainsi que des prêtres en fonction et des laïcs qui partagent ses objectifs : informer, défendre des droits, écouter et s'entraider, sensibiliser et susciter une opinion publique adulte dans l'Église. Au plan international, HLM fait partie de la Fédération Européenne des Prêtres Catholiques Mariés.

Contacts (membres du Conseil de HLM et du comité de rédaction) :

Pierre et Marie-Astrid COLLET : 067 210 285 pierrecollet@hotmail.com

Jean-Marie et Thérèse CULOT : 0496 21 23 00 jeanmarie.culot@gmail.com

Angela MAILOT-DEL REY : 010 600 686 angeladelrey54@gmail.com

Joseph et Monique PIRSON : 081 22 56 96 pirsongoose@hotmail.be

Adresse de l'Association : chemin Barbette 3, 1404 Bornival

Blog : www.hors-les-murs.be

Site web de la Fédération Européenne : www.pretresmaries.eu

Ce bulletin est publié par le réseau PAVÉS en partenariat avec la coordination des Communautés de Base de Wallonie-Bruxelles. L'abonnement annuel de 15 € ou plus, à votre convenance, est à payer au compte de Hors-les-Murs : **BE20 0882 8180 0856 – Code BIC : GKCCBEBB**

Le réseau PAVÉS, *Pour un Autre Visage d'Église et de Société*

est né en 1995 en réaction à l'exclusion de Jacques Gaillot du siège épiscopal d'Évreux, et en prolongement de la pétition qui a rassemblé plus de deux millions de signatures pour déboucher sur la naissance de *Nous Sommes Église* en 1996. Les objectifs redisaient l'urgence de réformer radicalement l'Église pour la rendre plus proche du message de Jésus, plus participative et plus égalitaire. Avec la conviction que cette Église n'existe pas pour elle-même, mais est au service du Royaume, autrement dit d'un projet de société humaine, juste et fraternelle comme l'avait rêvé Jésus.

Notre réseau belge francophone comptait à l'époque une dizaine de groupes. Il en reste deux aujourd'hui pour poursuivre ces objectifs, entre autres via ce bulletin trimestriel. Mais leurs militants existent toujours, pensons-nous, puisque nous comptons quelque 400 abonnés et l'envoyons à plus de 700 adresses.

Au plan international, PAVÉS soutient et collabore avec le *Réseau Européen Églises et Libertés* www.en-re.eu/ et avec le réseau *We Are Church International* www.we-are-church.org/123/. Notre site web donne accès à presque tous les articles publiés dans nos bulletins, à d'autres aussi : www.paves-reseau.be/

SOMMAIRE DE LA REVUE COMMUNE DU RÉSEAU PAVÉS n° 88

(HLM n° 185 – CEM n° 152)

PAVÉS

- ♦ Liminaire et annonce de changements à venir (P. Collet) 1
- ♦ Éditorial : Alerte au feu ! (Ph. Liesse) 2
- ♦ Le nettoyage ethnique en Palestine (J. Pirson) 4
- ♦ Horizontalité vs verticalité ? Vers la 6^e Journée de la TPLP (J. Pirson) 6
- ♦ Le cours de religion, un enjeu sociétal plus que convictionnel
(Paul Verbeeren) 8
- ♦ Les migrations et la construction de l'Europe (J. Pirson) 12
- ♦ Le nouveau Pacte européen sur la Migration et l'Asile (Basilio Buffoni) 19
- ♦ Les migrations : complexité et nuances.
Ulysse et le douanier, de Serge Bodart (M. Clotuche) 20
- ♦ *La cause du Christ : l'évangile contre l'identité chrétienne*,
de Benoist de Sinety (É. Mayence) 24
- ♦ *Jésus après les dogmes*, de Michel Leconte (J.-M. Culot) 26
- ♦ *Revenir avant le tournant qui a défiguré le christianisme*
de Michel Gigand et Jean-Marie Paynard (P. Collet) 29
- ♦ L'I.A., la pensée, la vérité. *Magnifica Humanitas* (Bruno Robberechts) 35
- ♦ Léon XIV : de l'appel à l'unité au décret d'excommunication (J. Arregi) 37
- ♦ L'égalité entre les femmes et les hommes, aussi en droit (Annie Crépin) 43

COMMUNAUTÉS EN MARCHÉ

- ♦ Préambule (S. Kempgens) 46
- ♦ Écho de notre visite à la communauté de Thimister
(Y. Mignot & M.-C. Terlinden-Snoy) 47
- ♦ Léa Quiévy : une vie toute en cohérence (S. Kempgens) 49
- ♦ Un après-midi avec 'Extinction Rebellion' (M.-C. Terlinden-Snoy) 53
- ♦ *L'ordre des choses*, de Marion Muller-Colard (S. Kempgens) 55
- ♦ *La touristification du monde*, de Bernard Duterme (É. Mayence) 56

HORS-LES-MURS

- ♦ La Lettre de H.L.M. (P. Collet) 59
- ♦ *Évêques et prêtres français face au célibat (1945-2025)*,
de Martine Sevegrand (P. Collet) 61

Tous les articles sont publiés sous la responsabilité de leur auteur